# À l'époque du Consulat et de l'Empire : un réseau académique étendu et diversifié

*Jean-Claude Bonnefont*

Une des caractéristiques principales de l'académie de Stanislas, lors de sa reconstitution, a été son désir de constituer aussitôt autour d'elle un réseau académique étoffé, sur le modèle de l'ancienne académie, qui possédait de nombreux correspondants nationaux et étrangers. Dès la première liste, publiée à la fin de l'année 1802, elle manifeste un double souci : afficher le soutien d'un certain nombre de hautes personnalités du monde scientifique et politique, qui, vis-à-vis des pouvoirs publics, lui servent de caution, à la fois scientifique et idéologique ; établir ou consolider des relations avec des savants de moindre renommée, mais dont les travaux peuvent aider les académiciens dans leurs recherches.

Aucun renseignement ne nous est donné dans les archives de l'académie sur la façon dont cette première liste a été élaborée. Mais nous pouvons tout de même supposer que l'influence d'un homme comme Étienne Mollevaut a été très grande : à Paris, il avait été ou il était encore en contact avec les membres de l'Institut ou des grands corps de l'État. Comme il a été le premier président de la nouvelle académie, c'est à lui qu'ils ont adressé leurs remerciements. Nous constatons aussi que les naturalistes et spécialement les botanistes, sont très nombreux : ce sont évidemment des hommes qui étaient en relations avec Rémi Willemet, soit en raison de son appartenance à un très grand nombre de sociétés savantes, soit en raison des échanges de plantes faites régulièrement entre les jardins botaniques. D'autres réseaux qui ont pu être mis à contribution sont ceux des bibliothèques ou des écoles centrales départementales, entre lesquelles des échanges existaient certainement. Certaines amitiés ont pu naître dans les armées de la République, parmi les plus jeunes, en âge d'effectuer un service militaire. Enfin, il ne faut pas négliger le fait qu'un certain nombre des académiciens de Nancy avaient suivi à Paris, à Strasbourg ou ailleurs, les enseignements de maîtres réputés, dont ils ont pu solliciter l'adhésion. Nous savons en particulier que Gabriel Mollevaut, à Paris, avait suivi les cours du grand helléniste d'Ansse de Villoison, qui figure sur la première liste des associés correspondants.

Dès cette première liste, on observe le souci d'établir un certain équilibre entre plusieurs catégories de membres, et entre Paris et la province. Nous pouvons distinguer quatre grandes catégories de membres : les membres de l'Institut de France, qui jouissent d'un prestige particulier ; les autres membres résidant à Paris ; les associés habitant en province, mais hors de la Lorraine ; les associés habitant dans les départements lorrains.

Les membres de l'Institut sont au nombre de onze, sans compter deux autres qui ne sont que correspondants, et qui résident en province. Nous ne comptons comme tels que ceux qui appartenaient à l'Institut lors de leur nomination, et pas ceux qui y sont entrés par la suite.

Les autres correspondants parisiens sont souvent à la tête de grands organismes de nature scientifique ou culturelle. On en compte vingt-et-un. Au total, il y a donc 32 associés correspondants qui résident à Paris sur un total de 57.

Les associés provinciaux ne sont pas très nombreux encore, treize seulement et ils sont loin de se répartir d'une façon uniforme sur le territoire français. Leur choix s'est fait au hasard des relations personnelles qui avaient pu être établies, et parfois parce qu'ils avaient déjà vécu en Lorraine. On constate qu'à son début, l'académie de Nancy a établi des rapports privilégiés avec certaines villes, dans lesquelles existaient déjà des sociétés savantes avec lesquelles elle a correspondu tout de suite. Il s'agit de Rouen, Bordeaux, Blois, Clermont-Ferrand, Montpellier, Lyon, Caen, Strasbourg (3), Troyes, Mayence, Dijon.

Enfin, les douze associés lorrains se répartissent encore assez régulièrement à cette date entre les départements de la Moselle, des Vosges, de la Meuse et de la Meurthe. Quatre habitent à Metz, trois à Epinal, trois à Verdun ou Bar-sur-Ornain dans la Meuse, deux à Pont-à-Mousson. Parmi eux figurent les préfets des trois départements lorrains autres que la Meurthe.

**Les associés correspondants de la première liste (22 décembre 1802).**

**Jean-Baptiste-Gaspard d'Ansse de Villoison (1750-1805)** était un helléniste et philologue français. Né à Corbeil le 5 mars 1750, il avait fait de brillantes études en langues anciennes et s'était révélé au monde savant en publiant un manuscrit ; il avait été élu dès janvier 1772 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres avec une dispense d'âge, car on exigeait d'avoir 25 ans. Après avoir voyagé à Venise, à Weimar, puis à Constantinople, à la recherche de manuscrits, il n'était rentré en France qu'en novembre 1786. Il correspondait alors avec tous les érudits européens. Après une éclipse pendant la Révolution, où il s'était réfugié à Orléans, il avait donné un cours libre de grec moderne et de littérature grecque ancienne en 1799, puis en 1800 un cours de grec moderne rattaché à l'Ecole des langues orientales. Cette chaire a été transférée le 17 novembre 1804 au Collège de France. Entre temps, il était devenu le 24 avril 1802 membre de l'Institut et le 18 décembre 1803 chevalier de la Légion d'Honneur. On a reproché à Ansse de Villoison « d'être savant pour lui seul » et de ne pas publier assez. Mais il était malade du foie et il est mort prématurément, le 26 avril 1805.

**Auber ( ?-1803)** est un personnage que ni Panigot, ni Pfister ne sont parvenus à identifier. Il appartient à la Société libre d'émulation de Rouen, dont nous savons qu'elle a été fondée en 1792, au moment où l'académie de la ville allait disparaître, puis elle-même dissoute et reconstituée en février 1795. Auber n'a pas fait partie de ses plus anciens membres, mais il a été nommé secrétaire de correspondance et c'est lui qui, à partir du 25 octobre 1796, a rédigé les rapports mensuels puis trimestriels sur l'activité de la société. Nous apprenons à cette occasion qu'il était un ancien membre de l'administration départementale, professeur à l'école centrale de Rouen et rédacteur du *Journal de Rouen*. Il s'était fait connaître par divers rapports sur des sujets économiques (navigation, élevage lainier) et notamment par un *conserver, de multiplier, de réunir dans les départements*
*Rouen* (1797). Bien qu'il ait figuré encore quelques années sur la liste des associés de l'académie de Stanislas, il n'a pas donné signe de vie après son admission, et pour cause : il est mort dans la nuit du 14 au 15 mai 1803. Le Journal de Rouen du 17 mai 1803 publie un bref article nécrologique, qui nous apprend qu'il avait débuté comme principal du collège d'Eu et qu'il avait abandonné son poste de professeur à l'école centrale, à la fin du cours de l'an X, peu de temps avant sa mort, pour se consacrer à ses travaux d'érudition. La présence d'Auber sur la liste des correspondants s'explique sans doute par le fait que la ville de Rouen a été une des premières à reconstituer ses académies, qui pouvaient ainsi servir de modèles à suivre.

**Louis-Augustin-Guillaume Bosc (1759-1828)** est un naturaliste continuateur de Buffon, qui après des études à Dijon, était entré dans l'administration des postes. Mais après avoir suivi les cours de botanique d'Antoine Laurent de Jussieu, il avait participé à la fondation de la Société linnéenne de Paris en 1787. Il avait connu sous la Révolution une vie assez mouvementée : proche des Girondins, nommé administrateur des prisons par son ami Rolland, il s'était caché dans un ermitage de la forêt de Montmorency, puis avait émigré quelques années aux États-Unis. Il venait d'attirer l'attention sur lui par deux publications : une *Histoire naturelle des coquilles*, en 5 volumes (1800) et une *Histoire naturelle des vers*

(1802). Il a été nommé en 1803 inspecteur des jardins et pépinières du gouvernement français et il est entré en 1806 à l'Académie des sciences de Paris. Il ne deviendra professeur au Muséum d'histoire naturelle qu'en 1825. C'est donc un naturaliste déjà en vue, mais qui n'a pas encore été consacré par des titres majeurs : le fait qu'on l'ait désigné montre que les académiciens de Nancy (en l'occurrence, il s'agit de Willemet) étaient très au courant des dernières publications. Il n'a pas eu de relations ultérieures avec l'académie. Né le 29 janvier 1759, il est mort à Paris le 10 juillet 1828.

**Stanislas-Jean, chevalier de Boufflers (1738-1815)** avait été inscrit d'office en raison de son appartenance à l'ancienne académie. Très connu sous l'Ancien Régime pour ses écrits et pour son séjour au Sénégal, membre de l'Académie française en 1788, il avait été élu député aux États Généraux. Après avoir émigré à Breslau en 1791, il était rentré en France en 1800, s'était rallié à Bonaparte et vivait à Paris. Il s'apprêtait à retrouver son siège à l'Académie française en 1803 et allait être nommé bibliothécaire adjoint à la Bibliothèque Mazarine. Aimable et spirituel, il a composé des éloges académiques et de petites pièces de vers. Il a publié un *Traité du libre arbitre* en 1808 et ses œuvres complètes ont paru en 1813. Ce personnage très en vue n'a malheureusement jamais correspondu avec la nouvelle académie. Il est mort à Paris le 18 janvier 1815[1].

**Antoine-Jacques Boulay de la Meurthe (1761-1840)**, plus tard comte d'Empire, est comme son nom l'indique d'origine lorraine, né le 19 février 1761 à Chaumousey (Vosges) dans une famille de cultivateurs. Il a d'abord exercé la profession d'avocat, puis s'engagea en 1792 dans les armées de la République où il fut nommé capitaine. Nommé après la Terreur président du Tribunal de Nancy et accusateur public du département de la Meurthe, il fut élu en l'an V membre du Conseil des Cinq Cents au titre de ce département et il est devenu un des soutiens les plus actifs de Bonaparte, qu'il a aidé à réussir son coup d'état du 18 Brumaire. À l'époque où il est recruté par l'académie, il est depuis le 4 janvier 1800 président de la section de législation du Conseil d'État. À ce titre, il a été un des principaux rédacteurs du Code civil. Il a publié en 1799 un
*république.* Il est resté à la fin de l'Empire un des fidèles de l'Empereur, membre du Conseil privé, puis du Conseil de régence et il a été proscrit en 1815, ce qui l'a obligé d'aller vivre en Allemagne jusqu'en 1819. À son retour en France, il a cessé toute activité publique. Sur le tard, il a envoyé à l'académie des travaux historiques et en 1836 un chapitre de ses mémoires sur le rôle de Sieyès lors de la crise du 18 Brumaire. Il est mort le 4 février 1840 à Paris[2].

**Antoine-Alexis Cadet de Vaux (1743-1828)** est un homme déjà assez âgé, car il est né à Paris le 13 septembre 1743. C'est un pharmacien, fils d'un chirurgien de l'Hôtel-Dieu, qui avait été jusqu'en 1766, avant Parmentier, apothicaire à l'hôtel des Invalides, puis apothicaire en chef au Val-de-Grâce. Il s'est livré à des recherches dans le domaine de la chimie alimentaire et de l'hygiène et les a largement popularisées, grâce à sa qualité de journaliste. Il avait fondé en 1777 le *Journal de Paris*. En 1782, il avait créé à Paris avec Parmentier la première école de boulangerie. Il a mérité le nom de philanthrope. Dans le cadre des ses fonctions d'inspecteur de la salubrité, il s'était occupé, avant la Révolution, des fosses d'aisances (1778), de la suppression des cimetières à l'intérieur de la capitale (celui des Innocents a disparu en 1785), de l'assainissement des hôpitaux et des prisons. Au moment où il a été recruté, il venait de publier une (1800) et un *Avis*

(1802). Il s'apprêtait à donner un *Mémoire sur la gélatine des os et son application* (1803). Sa correspondance avec l'académie de Stanislas a été très active et a permis un dialogue

[1] Druon, « Le chevalier de Boufflers », discours de réception du 13 mai 1886, *Stanislas* (1885), p I-XXX.

[2] H. Lepage et Ch. Charton, *Le département des Vosges, statistique historique et administrative*, 1845 ; Odette Voilliard, *Grands notables du Premier Empire*, déjà cité.

fructueux avec Mandel, qui partageait les mêmes préoccupations et appartenait comme lui à la franc-maçonnerie. Il est mort le 29 juin 1828 à Nogent sur Oise[3].

**Jean-Félix Capelle (1761-1834)** est un médecin de Bordeaux, qui pendant la Révolution, s'est particulièrement occupé de l'accueil des malades indigents. Il expose ses idées en cette matière dans son ouvrage *s hospices régénérés*, où il préconise une sorte de service civique notamment pour les femmes : « toutes les citoyennes, formant des compagnies de secours, participeront à la bienfaisance publique envers les malades indigents ». Il se place sous le patronage de l'Être Suprême : « l'Être puissant qui mit dans le cœur de l'homme le désir de se conserver lui donna aussi la compassion qui désire le soulagement et la conservation de ses semblables ». D'une manière plus concrète, il désigne dans les faubourgs de Bordeaux les emplacements qui lui paraissent les plus propices pour l'établissement des hospices et il pose les principes de leur organisation, chaque officier de santé ne devant pas s'occuper de plus de 120 malades. Il a correspondu de manière assez assidue avec l'académie de Nancy sous l'Empire, en faisant parvenir des rapports faits à la société de vaccine ou à la société de médecine de Bordeaux, notamment sur les contrepoisons et les champignons vénéneux. On peut aussi le classer parmi les hygiénistes, car il a synthétisé en 1817 dans un *Tableau des améliorations dont la ville de Bordeaux est susceptible, relativement à la salubrité* les propositions faites dans cinq mémoires, présentés au concours organisé sur ce thème par la Société de médecine de la ville. Cet ouvrage montre une remarquable prise de conscience des problèmes d'hygiène posés à Bordeaux par l'environnement régional et urbain. À Nancy, depuis le départ de Lecreulx, ces questions n'étaient plus à l'ordre du jour ; il est vrai que la ville était plus petite, plus aérée ; les préoccupations hygiénistes n'y sont revenues au premier plan qu'après 1871, après l'arrivée massive des Alsaciens-Lorrains.

**Jean-Marie Charbonnières (1771-1835)**, né le 2 octobre 1771, était ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Épinal. À ce titre, il a dû jouer un rôle important dans la rédaction de la *Statistique départementale des Vosges*, du préfet Desgouttes. Aucune notice ne lui a malheureusement été consacrée dans les *Notices biographiques sur les ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis* , par Tarbé de Saint-Hardouin, en 1885. Dans la suite de sa carrière, il a occupé le même poste à Colmar et il est mort le 13 avril 1835.

**Jean-Victor Colchen (1751-1830)** est le premier préfet de la Moselle, nommé en l'an VIII. Il avait commencé sa carrière administrative avant la Révolution. Né le 6 novembre 1751, il était le fils d'un procureur au Parlement de Metz. Devenu d'abord notaire, il avait débuté à l'intendance de Corse comme chef de division et secrétaire adjoint (1777-1784) ; il avait été ensuite secrétaire général et subdélégué des intendances de Pau, puis d'Auch. Il perd naturellement sa place lors de la création des départements par la Constituante, mais trouve un emploi dans les bureaux des ministères parisiens : ministère des contributions publiques, puis à partir de mars1792, ministère des Affaires étrangères, où il est chef de division. Pendant huit mois, en 1795, il est même « commissaire des Relations extérieures », ce qui en fait un véritable ministre. Bonaparte l'a nommé le 12 ventôse de l'an VIII préfet de la Moselle et à ce titre, il est l'organisateur du lycée de Metz. Il a fait partie de la commission chargée de négocier la paix d'Amiens (25 mai 1802). Il est l'auteur d'un excellent *Mémoire statistique sur le département de la Moselle*. Il a quitté son département en 1805 pour devenir sénateur et a continué de jouer un rôle politique jusqu'à la Restauration, malgré une santé affaiblie. Il a

[3] Antoine Vaquier, « Un philanthrope méconnu, Cadet de Vaux. Paris et Ile-de-France », *Mémoires* publiés par la Fédération des sociétés historiques, tome IX (1957-58), p 365-466.

été fait comte d'Empire en 1808 et baron pair de France par Louis XVIII en 1819. Il est mort à Paris le 21 juillet 1830[4].

**Louis Chicollet de Corbigny (1771-1811)**, né le 6 avril 1771 à Rennes, n'a d'autre titre pour figurer parmi les associés de l'académie que sa qualité de préfet du Loir-et-Cher ; on peut supposer qu'il a été recommandé par Henri Grégoire, qui a été évêque constitutionnel de Blois. Mais en réalité, il doit sa nomination à son amitié personnelle pour Mollevaut : c'est ce qu'il lui écrit, dans sa lettre de remerciement en date du 23 vendémiaire de l'an XI : « J'ai reçu, citoyen président, le diplôme d'associé correspondant qu'a bien voulu m'accorder la société que vous présidez ; je suis fort sensible à cette marque d'estime que je ne dois qu'à l'amitié dont vous m'honorez ». Il envisage de faire connaître à l'académie de Nancy « tout ce qui paraîtra d'important, relativement aux sciences, aux lettres et aux arts, dans le département que j'administre ». Cette promesse n'a été suivie d'aucun effet, bien qu'il y soit resté en fonctions jusqu'à sa mort, survenue le 9 mai 1811.

**Jean-François Coste (1741-1819)** est un médecin militaire, né le 4 juin 1741 dans le Bugey, qui avait été nommé en 1769 sur la recommandation de Voltaire médecin à l'hôpital militaire de Versoy, près de la frontière suisse. Il était ensuite allé à Nancy, en 1772, pour prendre la tête de l'hôpital militaire de la ville. Il s'y était distingué en obtenant en 1773 un prix de l'académie de Stanislas grâce à un mémoire intitulé : *améliorer la salubrité du séjour de Nancy*. Il était devenu en 1774 membre titulaire de cette académie et à ce titre, a été inscrit automatiquement comme associé correspondant de la nouvelle société académique de Nancy. Il s'était illustré particulièrement comme médecin chef de l'armée envoyée pour soutenir la révolte des États-Unis d'Amérique, commandée par le général Rochambeau. Sa carrière s'était poursuivie pendant la Révolution, en dépit d'un emprisonnement sous la Terreur et il était depuis 1796 et encore en 1803 médecin-chef à l'hôtel des Invalides. Il avait ensuite commandé le service de santé de l'Armée des Côtes, puis celui de la Grande Armée d'Allemagne. C'est alors qu'il était médecin-chef de cette dernière qu'il est venu à Nancy, le 19 avril 1806, pour y présenter devant l'académie la *Notice sur les officiers de santé de la Grande Armée morts en Allemagne depuis le 1er vendémiaire an XIV 1er février 1806* qui a été publiée à Augsbourg cette année là. Il explique qu' « il acquitte envers tous la dette de l'amitié, de l'estime et de la reconnaissance » et « il les propose comme modèles à suivre à tous ceux qui suivent la même carrière, pour le service des armées ». Bien que les procès verbaux ne le disent pas, il semble bien que l'académie ait placé sa séance à la date du 19 avril pour profiter de la présence de Coste, car elle ne s'était plus réunie depuis le 8 mars et s'est réunie à nouveau aussitôt après, le 30 avril. Il a aussi fait parvenir en 1807 un *Mémoire sur la santé des troupes de la Grande Armée*, écrit avec Percy. Il est mort le 8 novembre 1819 à Paris.[5]

**Nicolas-François de Curel (1739-1834)**, chevalier, était un ingénieur militaire né à Gondrecourt le 5 décembre 1739. Il avait écrit quelques vers et son violon d'Ingres était la gravure, qu'il pratiquait en amateur. Il s'était fait connaître avant la Révolution par un *Essai de projection linéaire et sur les ombres* (1786) et par un *maréchal de Vauban* (1786). Il y fait non seulement l'éloge de ce célèbre maréchal « le plus grand ingénieur et le premier citoyen de son siècle », mais aussi celui du corps du génie, qu'il a créé. « L'art de la guerre, qui n'est pas toujours l'art de détruire des arts, écrit-il encore, devenait entre ses mains celui de les conserver ». Au moment de son recrutement par l'académie, Curel était « chef de brigade du génie, directeur des fortifications, à Metz ». C'est en 1802 que Bonaparte a fusionné l'école d'artillerie de Metz avec l'école du génie de

[4] E. Hersany, « Jean Victor Colchen, premier préfet de la Moselle », (1951), p. 31-50.
[5] Jean-François Lemaire, *Coste, premier médecin des armées de Napoléon*, 1997.

Mézières, pour en faire la principale école d'application de l'école Polytechnique. Il a pris sa retraite en 1806. Il est mort dans son château de Xonville le 5 mars 1824[6].

**Antoine Delarbre (1724-1811)** est un médecin et naturaliste déjà très âgé habitant Clermont-Ferrand. Il s'est surtout fait connaître par des travaux consacrés à l'Auvergne : -*Ferrand* (1787) ; *Essai*

*indigènes qui y sont conservés* (1798) ; *Flore de la ci-devant Auvergne ou Recueil des plantes observées sur les montagnes du Puy de Dôme, du Mont Dore, du Cantal, etc*. (1796 et 1800). Il présentait les plantes suivant le classement préconisé par Tournefort. Il a écrit aussi une (1805). Il n'a pas correspondu directement avec l'académie, mais, dans une lettre que Boirot, docteur en médecine, adresse de Clermont à Willemet, le 19 ventôse de l'an XIII, il ajoute en post-scriptum : « M. Delarbre, mon vieux et respectable ami, a été très à votre souvenir. Il le charge de vous dire les choses les plus affectueuses et les plus amicales. Sa santé est bonne, il est toujours ami de la nature, le patriarche de la botanique en Auvergne. Il va faire paraître incessamment quelque production sur sa patrie ».

**Antoine-François Fourcroy (1755-1809)**, né le 15 juin 1755 à Paris, est non seulement un chimiste réputé, mais surtout un important personnage dont l'appui était indispensable : il avait été nommé le 20 septembre 1802 directeur de l'Instruction publique à Paris, en remplacement de Roederer. Il avait débuté modestement, ayant dû travailler pour faire ses études. Reçu docteur en médecine en 1780, il avait commencé sa carrière en 1784 comme lecteur de chimie au Jardin du Roi et avait été nommé associé à l'Académie des Sciences dès 1787. Avec Berthollet, il avait été un des premiers à accepter les idées tout à fait révolutionnaires de Lavoisier. Il participe avec ardeur à la Révolution, est nommé en 1792 régisseur des poudres et salpêtres. Elu député suppléant à la Convention, il y entre le 25 juillet 1793 en profitant de l'assassinat de Marat et devient membre du Comité de salut public du 1er septembre 1794 au 3 juin 1795. Excellent administrateur, il est à l'origine de la création en 1795 de l'Institut, dont il fait évidemment partie et de l'Ecole centrale des travaux publics, qui a pris en 1796 le nom d'Ecole Polytechnique. Il a été un des premiers « instituteurs » enseignant dans cette école. Il vient de publier en 1801 son *Système des connaissances chimiques et de leurs applications* , en 11 volumes. Il s'apprête à réorganiser complètement en 1803 les études médicales, en imposant aux futurs médecins des examens et la soutenance d'une thèse, puis à travailler à la mise en place de l'Université impériale, créée sur le papier le 10 mai 1806. Ses idées étaient, a-t-on dit, plus étendues que profondes, mais il savait les exposer d'une manière très brillante, grâce à de remarquables dons d'orateur. Il a été fait comte d'Empire en avril 1808, peu avant sa mort, le 16 décembre 1809, à Paris. Il n'a pas correspondu avec l'académie, sauf dans une lettre officielle, remerciant de son admission en 1802.

**Nicolas-François de Neufchâteau (1750-1828)**, né à Saffais, dans la Meurthe, le 17 avril 1750 et enfant très précoce, avait été reçu comme membre correspondant de l'ancienne académie en 1766, alors qu'il n'avait encore que 14 ans. Docteur en droit et avocat, il avait été pourvu en 1776 de la charge de lieutenant civil et criminel du bailliage de Neufchâteau. Il avait été ensuite procureur général près du Conseil supérieur de Cap Français, à Saint-Domingue. D'après Ligou[7], il a été membre de la Loge des Neuf Sœurs, orient de Paris, de 1778 à 1784. Pendant la Révolution, il avait été administrateur du département des Vosges (1790), puis député à l'Assemblée législative. Il avait refusé de siéger sous la Convention, qui l'avait fait quelque temps incarcérer. Il reprit son activité politique sous le Directoire, comme Ministre de l'Intérieur (16 juillet 1797), puis comme Directeur (9 septembre 1797-20 mai

[6] Jérôme Estrada de Tourniel, *Napoléon et la Lorraine*, tome 2, généraux et colonels, p 391-392.
[7] Daniel Ligou, *Histoire des francs-maçons en France (1725-1815)*, Privat, 2000.

1798) et à nouveau Ministre de l'Intérieur du 17 juillet 1798 au 20 juin 1799. Au poste de Ministre de l'Intérieur, il avait suscité la création de sociétés savantes, principalement en relation avec l'agriculture et stimulé la vie culturelle dans les départements. En 1802, il occupait une position très en vue dans le régime du Consulat, il était sénateur et membre de l'Institut (correspondant depuis le 25 pluviôse an V), il fut membre de l'Académie française lorsqu'elle fut reconstituée en mars 1803. Napoléon l'a créé comte d'Empire le 26 avril 1806.

Vis-à-vis de l'académie de Nancy, François de Neufchâteau se montre un correspondant fidèle. Il se réjouit de sa renaissance et dès le mois de décembre 1802, il envoie trois ouvrages : l'un, qui traite du robinier blanc ou faux acacia, est analysé par Willemet ; les deux autres sont confiés à l'abbé de Bonneville, l'un porte sur le perfectionnement des charrues, l'autre sur la nécessité de faire entrer dans l'instruction publique l'enseignement de l'agriculture. On aurait aimé qu'un débat suivît l'exposé de ces deux importantes questions ; mais l'académie est alors accaparée par trop de tâches diverses et ces textes trouvent peu d'écho. Un autre texte, parvenu le 3 mars 1804, traite d'une importante question de politique étrangère, c'est un *Tableau des vues que se propose la politique anglaise dans toutes les parties du monde*, suivi d'un

. Le président Bouteiller en rend un compte très détaillé le 3 mai 1804. Le 18 novembre 1805, l'académie reçoit encore de lui

*de upation de la Bavière par les Autrichiens dans les années 1778 et 1779*. Désigné comme rapporteur, Lamoureux élude cette obligation et déclare simplement que cet ouvrage n'est pas susceptible d'un résumé et il se contente d'en lire des passages à ses collègues le 11 janvier 1806. François envoie encore en 1806 ses *Voyages agronomiques dans la sénatorerie de Dijon* et un *Mémoire sur le vin de fruits*. Par la suite, François de Neufchâteau continue à se manifester presque chaque année, en envoyant successivement une *Lettre à Pancoucke,*

,

ainsi qu'une *Ode à Clio*, où il évoque les quatre dynasties, qui ont fait l'histoire de France (mai 1807) ; *L ns,* en deux volumes (avril 1810), livre accompagné d'une lettre manuscrite ; un rapport fait à la Société d'agriculture du département de la Seine sur le concours organisé pour le perfectionnement de la charrue (novembre 1810) ; un *Coup a exercée sur* (novembre 1811) ; un *Mémoire sur les pruneaux* ;une *Correspondance sur le pain de maïs*. Comme on le constate par ses titres, c'est à l'agronomie que François de Neufchâteau consacre l'essentiel de ses travaux lorsqu'il cesse d'exercer des fonctions politiques autres qu'honorifiques. Il est mort à Paris le 10 janvier 1828[8].

**Jean-Baptiste Gail (1755-1829)** est un helléniste d'une grande réputation, un ancien abbé qui avait été longtemps professeur au collège d'Harcourt, avant de devenir en 1791 le suppléant de Vauvilliers au Collège de France. Il y enseignait la littérature grecque. Il s'était fait connaître en 1786, lorsqu'il avait publié en quatre volumes des extraits de Lucien et de Xénophon, dans le texte grec et sans traduction. Il avait édité ensuite successivement Théocrite (1792), Anacréon (1793), Xénophon (1795-1815) et Homère (1801). Il était connu pour le scrupule avec lequel il établissait le texte des manuscrits. Il écrivait en 1801, en réponse à une critique de son *Traité sur la chasse* : « Mon respect pour le texte des manuscrits m'a valu plus d'une censure. Je ne m'en corrigerai cependant pas ». Il n'a pas correspondu avec l'académie de Nancy. Né le 4 juillet 1755 à Paris, il est décédé à Paris le 5 février 1829.

**Jean-François Godefrin (1749-1828**), ancien prêtre et chanoine, bibliothécaire à Pont-à-Mousson, était un botaniste dont Antoine Fliche a dit, dans les *Nord* (1903-1904) : « Il eut le malheur, ayant occupé des situations modestes, et n'ayant jamais rien publié, de ne pas obtenir la notoriété que lui aurait méritée sa très réelle science ».

---

[8] Pierre Marot, *Recherches sur la vie de François de Neufchâteau, à propos de ses lettres à son ami Poullain-Grandprey*, Nancy 1966, 440 p.

Mais il était évidemment connu de Rémi Willemet, ce qui explique son admission. Il est mort à Pont-à-Mousson le 4 novembre 1828.

**Pierre-Christophe Gorcy (1758-1826)**, né à Pont-à-Mousson, était médecin chef à l'hôpital militaire de Metz (Fort Moselle). Il s'était fait connaître en 1789 par un *Mémoire sur les différents moyens de rappeler à la vie les asphyxiques*, dans lequel il présentait un soufflet de ventilation artificielle de son invention. Il est devenu par la suite médecin en chef des armées et membre de nombreuses sociétés savantes. Il n'a pas envoyé d'ouvrage à l'académie. Sa mort, intervenue le 18 décembre 1826 à Metz, a été signalée dans le *Précis des travaux* de 1824-1828.

**Antoine Gouan (1733-1821)** est un naturaliste déjà âgé, médecin de formation, qui s'était fait connaître en 1762 par un catalogue des plantes du jardin botanique de Montpellier, en 1765 par une flore de la région de Montpellier et en 1770 par une *Histoire des poissons*. Il avait été le premier en France à adopter la nomenclature binomiale de Linné, qu'il exposa en détail dans son *Explication du système botanique du chevalier von Linné*. Il était devenu en 1794 directeur du Jardin des plantes de Montpellier et professeur de botanique à l'école de santé de la ville. Il a publié encore en l'an XII un *Traité de botanique et de matière médicale*. Mais sa vue s'était très affaiblie : en 1803, il dut accepter l'honorariat de sa chaire et ne conserver que le jardin. À ce titre, il était en correspondance avec Rémi Willemet. Il a appartenu à la Loge La Parfaite Union, orient de Montpellier (1812). Né le 15 novembre 1733 à Montpellier, il est mort le 1er septembre 1821dans cette même ville, sans avoir rien envoyé à l'académie de Nancy.

**Jean-François Goussaud d'Antilly (1753-1807)** était né à Metz, fils d'un conseiller au parlement de la ville. Après des études de droit, il avait commencé avant la Révolution une carrière militaire, qu'il abandonna pour se lancer dans le débat politique et entrer au conseil municipal, car il était favorable aux idées nouvelles. Il s'est cependant tenu soigneusement à l'écart pendant les périodes les plus troublées et en a profité pour se doter d'une vaste culture en langues anciennes et en sciences. On fait appel à lui pour être maire de Metz, du 5 décembre 1800 au 1er novembre1805. Sa santé affaiblie l'a obligé à renoncer à son mandat, mais c'est d'un accident de voiture qu'il est mort le 23 août 1807[9]. Panigot et Pfister le prénomment Étienne Philibert, mais il s'agit probablement d'une erreur de leur part, puisqu'on nous assure que l'intéressé était maire de Metz.

**Henri Grégoire (1750-**

Révolution. La société arrête qu'elle s'occupera de ce travail à la rentrée prochaine et remercie M Grégoire de la part qu'il veut bien prendre à cet ouvrage ».

En 2011, la Bibliothèque municipale de Nancy a acquis une lettre, datée du 12 septembre 1813, qu'il a adressée au « secrétaire perpétuel » de l'académie, c'est-à-dire à Haldat, qui n'en avait pas encore le titre, mais qui en remplissait les fonctions. Il y rend compte des démarches qu'il a faites pour donner suite à son projet d'ouvrages sur les grands hommes qui ont illustré la Lorraine. Il annonce qu'il a convaincu François de Neufchâteau d'y coopérer et il est parvenu à y enrôler aussi Gley, un ancien professeur de théologie au séminaire de Saint-Dié, qui connaît parfaitement l'Allemagne et se propose de publier une nouvelle histoire de la Pologne. Lorsqu'il ajoute : « Je vous prie, Monsieur, d'en parler à l'académie », on peut supposer qu'il soutient implicitement la candidature de ce dernier. Mais l'académie s'est contentée, dans sa séance du 2 décembre 1813, après la lecture de la lettre, de délibérer que « M. Grégoire sera prié de s'occuper de la biographie des sujets dont il a donné la liste et qu'il a décidé de se réserver ». Cette formule un peu sèche ne semble pas traduire un grand enthousiasme de la part des académiciens.

Dans la même lettre, Grégoire fait l'éloge de Haldat, en lui disant qu'il est « un de ces hommes qu'on apprend à estimer d'autant plus qu'on les connaît ». Les deux hommes ne sont pas seulement en contact pour des questions académiques. Haldat, qui est un bibliophile passionné, a proposé par l'intermédiaire de Grégoire un livre ancien qu'il possède, l'ouvrage du patriarche Eutichès, à Silvestre de Sacy et à la Bibliothèque impériale, qui le possèdent déjà. Ils le remercient de son offre. Grégoire conserve le livre en attendant que Haldat lui manifeste quelles sont ses nouvelles intentions.

Dans la dernière partie de la lettre, Grégoire se préoccupe des moyens d'entrer en correspondance plus régulière avec l'académie. Haldat aurait voulu le charger de remettre à l'astronome Messier le diplôme de correspondant qu'on avait établi pour lui ; mais Grégoire a quitté Nancy trop vite pour pouvoir s'acquitter de cette commission. Il suggère de communiquer grâce à un service de messageries. « N'y a-t-il pas des voituriers de Nancy qui, à des époques réglées et fréquentes, viennent à Paris ? » et il ajoute que ce sera utile, « surtout si l'académie, adoptant, comme je l'espère, le projet que je lui soumets, nous avons plus souvent des objets à expédier[10] ».

Il sera question ailleurs de la mort de Grégoire et du prix qu'il a fondé par testament à l'académie de Stanislas.

**Jean-Joseph-Jacques Holandre (1778-1857)**, né à Fresnes, près de Verdun, le 4 mai 1778, avait été initié aux sciences naturelles par son oncle, Jean François Holandre, qui avait eu en 1782 la charge du cabinet d'histoire naturelle du duc de Deux-Ponts. Il avait été successivement pharmacien militaire, inspecteur des forêts, inspecteur des mines d'Idria, en Illyrie, pendant l'occupation de ce pays par la France ; il est devenu, en 1817 seulement, bibliothécaire et conservateur du musée d'histoire naturelle de Metz. Ses publications importantes sont tardives : Sa *Flore de la Moselle*, en deux volumes, date de 1829, sa *Faune de la Moselle* de 1836. On peut s'étonner qu'il ait été choisi en 1802 de préférence à son oncle qui devait être plus connu que lui. Mais il s'agit bien du neveu : en 1802, l'associé correspondant du nom de Holandre habite « à Fresnes, près de Verdun », alors que l'oncle devait se trouver à Metz. En outre, il figure encore sur les listes de correspondants bien après la mort de cet oncle, décédé en 1830. L'explication de son choix réside sans doute dans le fait qu'il correspondait avec Willemet.

---

[10] Les travaux sur l'abbé Grégoire sont très nombreux. Parmi les plus récents, nous citerons seulement François Pognier, « L'abbé Grégoire, un prêtre très républicain », *Mémoires de -lettres* , XVI (2001), communication du 9 novembre 2001. Mais c'est surtout à Louis Maggiolo que nous nous sommes référés : « L'abbé Grégoire (1750-1831) », (1872), p XXX sq., 1883 p. 75 sq., 1884, p. 1 sq.

**Jean-Baptiste Isabey (1767-1855)** est un peintre d'origine lorraine, qui vit à Paris, où il jouit d'une excellente réputation, principalement comme miniaturiste. Il est né le 11 avril 1767 à Nancy, où il commencé à s'initier à la peinture auprès de Claudot, puis a fréquenté à Paris l'atelier de David. Son succès vient de la manière dont laquelle il sait concilier dans ses portraits les canons néo-classiques avec la ressemblance des personnages, la grâce avec la dignité. À l'époque où il est admis à l'académie, sa réputation est déjà grande ; il a exposé aux Salons de 1793, 1795, 1798, 1799 et il est devenu un peintre officiel du régime napoléonien, comme il le sera de tous les régimes qui lui ont succédé. Il était professeur de dessin chez Madame Campan, à Saint-Germain en Laye, où étudiait Hortense de Beauharnais et c'est à cette occasion qu'il avait fait la connaissance de Joséphine. Il s'est fait remarquer au Salon de 1802 par une grande sépia, représentant *Bonaparte dans les jardins de Malmaison*. Il a été le metteur en scène de la cérémonie du couronnement de Napoléon et de Joséphine. En 1806, il peindra à nouveau Napoléon, visitant les ateliers d'Oberkampf à Jouy-en-Josas. Membre en 1789 de la Loge des Amis réunis, il a fait partie sous l'Empire de la loge écossaise saint Napoléon. Il a envoyé à l'académie un lot de gravures en remerciement en l'an XIII, mais n'a pris d'autre contact par la suite. L'une de ces gravures le représente avec sa famille dans une barque ; l'académie a décidé de les faire encadrer. Il est resté bien en cour sous la Restauration, La Monarchie de Juillet et même jusqu'au début du Second Empire, et il est mort le 18 avril 1855 à Paris[11].

**Louis-Alexandre Jard Panvilliers (1757-1822)** était un médecin, qui était devenu un homme politique en vue. Il avait commencé par être maire de Niort, sa ville natale. Il avait été ensuite élu député à la Législative, puis à la Convention, qui l'avait envoyé en mission dans l'Ouest. Soupçonné de modérantisme, il avait affiché des opinions de royaliste et de bon catholique lorsqu'il a été membre du Conseil des Cinq Cents. Rallié à Bonaparte, il joue sous le Consulat un rôle politique notable comme membre du Tribunat, dont il a été secrétaire, questeur, puis président. Il est devenu par la suite président à la Cour des comptes, lors de la suppression du Tribunat, ce qui était un bel hommage à son intégrité. Il a poursuivi sa carrière sous la Restauration comme royaliste constitutionnel, malgré son soutien à Napoléon au retour de l'île d'Elbe. Il a fait parvenir à l'académie deux opuscules, déposés sur le bureau par Étienne Mollevaut le 16 juin 1804. En raison de leur contenu, ils ne pouvaient être accueillis qu'avec enthousiasme : l'un était le *Rapport ré*
*la proposition de nommer Napoléon Bonaparte empereur des Français* ; l'autre le *Discours*

*Bonaparte fût proclamé empereur*. Il a été fait baron en 1813, ce qui ne l'a pas empêché de se rallier à Louis XVIII comme « monarchiste constitutionnel ». Il est mort président de la Cour des comptes le 12 avril 1822.

**Joseph Laillet (1756-1844)** était un ancien chanoine régulier, qui avait été professeur de mathématiques à l'école royale militaire et au collège de Pont-à-Mousson. Né à Gesaincourt (Haute-Saône), il est mort à Pont-à-Mousson le 14 avril 1844, à 87 ans et demi, alors qu'on l'a fait disparaître beaucoup plus tôt des listes de l'académie de Stanislas.

**Joseph-Jérôme Le François de Lalande (1732-1807)** avait déjà été membre associé de l'ancienne académie, de 1775 à 1793 et il a écrit une lettre pour remercier de sa nomination dans la nouvelle. Né à Bourg-en-Bresse, le 11 juillet 1732, il avait étudié le droit à Paris et y avait fait la connaissance de Delisle, qui l'avait initié à l'astronomie. Il était devenu membre de l'Académie des sciences en 1753, professeur au Collège de France à l'âge de 30 ans et directeur de l'Observatoire de Paris en 1768. Il avait participé avec Grégoire à la fondation du Bureau des Longitudes en 1795. Il était très connu du grand public, car il avait écrit des ouvrages pour populariser l'astronomie. Après un T en trois volumes, dont

[11] Gérard Voreaux, *Les peintres lorrains du XVIIIe siècle*, Éditions Messène, 238 pages.

la seconde édition fut publiée en 1792, il avait écrit (1801) et une *Bibliographie astronomique* (1803). Il avait fondé la Loge maçonnique des Sciences en 1769 et en 1776 celle des Neuf Sœurs. Bien qu'il eût protégé dans son Observatoire, des prêtres réfractaires pendant la Terreur, il était soupçonné d'athéisme et Napoléon lui avait interdit en 1805, pour cette raison, de publier ses travaux. Il n'a pas correspondu avec l'académie de Nancy, sauf pour une lettre de remerciement de son admission. Il est mort à Paris le 4 avril 1807.

**Jean-Claude de La Metherie (1743-1817)** est un naturaliste bourguignon, matérialiste convaincu, qui s'était fait connaître en 1777 par ses *Principes de philosophie naturelle*, réédités en 1787. Il était au collège de France depuis 1801 le professeur adjoint de Georges Cuvier, qui lui avait confié l'enseignement de la géologie. Il était surtout minéralogiste, ayant récemment publié la description de plusieurs espèces nouvelles de minéraux. Mais il était particulièrement connu pour avoir pris en 1785 la direction du *Journal de Physique*, qui avait été autorisé à reparaître en 1797, après la période où La Metherie avait été obligé de se cacher à cause de la Terreur. Il n'a pas correspondu avec l'académie et est mort à Paris le 1er juillet 1817.

**François-Jean-Gabriel La Porte du Theil (1742-1815)** est un helléniste renommé, que sa traduction de l'*Orestie* d'Eschyle en 1770 avait fait admettre à l'ancienne Académie des inscriptions et belles lettres. Membre du Comité des chartes, il a recueilli un grand nombre de manuscrits du Moyen Âge, notamment lors d'un séjour qu'il a fait en Italie. Il est devenu membre de l'Institut en 1795 et conservateur de la Bibliothèque nationale, plus tard de l'Institut. Il a traduit des œuvres grecques de l'antiquité, et notamment Strabon et d'Eschyle ; il a publié avec Rochefort une nouvelle édition du *Théâtre des Grecs*, du père Brunoy. Il n'a pas correspondu avec l'académie ; il est mort à Paris le 28 mai 1815.

**André-François Laurence Villedieu (1762-1816)**, ex-législateur, est membre de la Société académique de Grenoble. Originaire de Villedieu, dans la Manche, où il est né le 17 décembre 1762, il est devenu en 1787 avocat au Parlement de Paris, administrateur de ce département en 1790, il a été à partir du 10 septembre 1792 député à la Convention, où il a voté pour Louis XVI la peine de mort, assortie du sursis. Exclu de cette assemblée le 31 mai 1793 en raison de ses opinions modérées, il a été détenu pendant quatorze mois avant de retrouver son siège. Il a été ensuite député au Conseil des Cinq Cents du 15 octobre 1795 au 20 mai 1798. Après le 18 Brumaire, sa vie se déroule dans l'obscurité. Considéré comme régicide sous la Restauration, il a trouvé refuge en Suisse en février 1816. Comme il ne semble pas avoir de titres littéraires susceptibles de justifier son admission à l'académie, nous pouvons croire qu'il la doit surtout à l'amitié d'Étienne Mollevaut. C'est ce dernier qui a déposé en son nom en 1803, sur le bureau de l'académie, « plusieurs pièces de vers imprimées », qui ont été son seul titre d'admission. Il ne s'est plus manifesté par la suite. Il est mort à Nogarey (Isère) le 1er juillet 1816.

**Jean-Antoine Laurent (1763-1832)** est un peintre, né à Baccarat le 31 octobre 1763, qui fut le condisciple d'Isabey, l'élève de Jacques Durand et Jean-Baptiste Claudot et se rendit à Paris vers 1783. Il y acquit une certaine réputation comme miniaturiste et travailla pour la Cour. Vers 1800, il commença à peindre à l'huile des scènes de genre ou des reconstitutions historiques, qu'on peut rattacher au style « troubadour ». Parmi les premières, on peut citer *Fileuse écoutant un joueur de flûte* ou *Jeune homme écrivant des vers sous la fenêtre de sa tant douce amie* (1808). Les scènes d'histoire les plus célèbres sont : *Héloïse embrassant la vie monastique* (1812), *à Tendegilde* (1819), (1819). Il a apporté sa contribution à la célébration de Jeanne d'Arc en peignant
(1817), qui fut acheté par le roi pour figurer dans la maison de Domremy. Il a été un des premiers en France à reproduire ses œuvres au moyen de la lithographie. Il n'est revenu en

Lorraine qu'en 1823, pour prendre la direction du musée d'Épinal. Il a fait bénéficier l'académie de Nancy de plusieurs envois, signalés dans les Précis de l'an XII, de l'an XIII, de 1808-1809, de 1810, de 1813-1815 : ce sont des gravures de tableaux représentant des Amours, dans diverses situations, de portraits officiels de Joséphine, de Louis XVIII et du tsar Alexandre 1er et plus tard de *Vues pittoresques des Vosges*. À sa mort, survenue le 11 février 1832, Haldat a prononcé son éloge en séance publique[12].

**Joseph Lavallée (1747-1816)**, chef de bureau à la grande chancellerie de la Légion d'honneur. Sous ce nom d'emprunt se cache le célèbre marquis de Bois-Robert, dont l'histoire ne manque pas de pittoresque, car il a mené une vie singulièrement agitée. Avant la Révolution, il avait été enfermé à la Bastille, à la demande de sa famille, en raison de son homosexualité jugée alors scandaleuse. À sa libération, il avait décidé de couper tout lien avec les siens et il s'est fait appeler Lavallée. Il a adopté avec enthousiasme les idées de la Révolution. Il s'est fait connaître par de très nombreux travaux littéraires, et notamment en collaborant au
*gens de lettres* (1792-1800), au *Journal des arts, sciences et littérature* (1800) et en dirigeant le *Journal des défenseurs de la patrie* (1802). En 1803, il a publié les
, qui étaient dédicacées à Lacépède. Il termine son ouvrage en célébrant les trois grands monuments parisiens : le Muséum d'histoire naturelle, la Bibliothèque nationale et tout particulièrement, le nouveau « Muséum central des arts », qui est devenu le Musée du Louvre. Mais il n'en envoyé aucun de ses ouvrages à l'académie. Né à Dieppe le 23 août 1747, il est mort à Londres le 28 février 1816.

**François-Michel Lecreulx (1729-1812)** avait été membre titulaire de l'ancienne académie. Né à Orléans le 1er janvier 1829, il était sorti de l'École des Ponts et Chaussées et avait commencé sa carrière à Saumur, avant d'être nommé ingénieur en Lorraine en 1775. Lors de la création des départements, en 1791, il avait été nommé ingénieur en chef du département de la Meurthe. Il était désormais inspecteur général des Ponts et Chaussées et résidait à Paris. Il avait écrit en 1782 un *Mémoire sur la construction des chemins publics et les moyens de les exécuter* et 1795 un *Mémoire sur les avantages de la navigation des canaux et rivières qui traversent les départements de la Meurthe, de la Meuse et de la Moselle*. Il se préparait à publier en 1804 ses
*rivières et torrents*. Mais il n'a rien fait parvenir de ses travaux sous le Consulat ou l'Empire. Il est mort à Orléans le 7 août 1812.

**Lefaucheux** est le nom usuel sous lequel on désigne **Jean-Baptiste-Antoine Faucheux (1752-1834)**, originaire de Verdun, où il est né le 12 juillet 1752, qui a été brièvement préfet du département des Vosges, du 23 janvier 1801 à octobre 1803, après avoir été préfet de la Vendée. Avant cette carrière préfectorale, il avait été militaire, dans les troupes d'Amérique et avait fait carrière à partir de 1775 dans l'administration des poudres et salpêtres. Il n'est pas l'auteur de la *Statistique départementale des Vosges*, qui avait été l'œuvre de son prédécesseur Desgouttes. Il est devenu ensuite brièvement sénateur, puis député des Vosges au Corps Législatif (1803-1814) et dans la Chambre des députés de la première Restauration (1814-1815). Son nom de Faucheux a été changé en celui de Lefaucheux des Aunois par un décret de mai 1815 et il est devenu baron le 12 juin 1816. Il a fini ses jours à Pont-à-Mousson, où il est mort le 23 mai 1834, sans avoir jamais communiqué avec l'académie.

---

[12] Gérard Voreaux, *Les peintres lorrains du XVIIIe siècle*, p. 196, 200 ; Jeanne Lejeaux, « Jean Antoine Laurent, 1763-1832 », *Le Pays Lorrain* (Avril 1938), p. 164-175 ; Haldat, « Éloge historique de M. Laurent, peintre, professeur à l'école de dessin », lu à la séance publique de la Société royale des sciences, lettres et arts de Nancy, juillet 1833, 20 pages. Il s'agit d'une publication séparée, car il n'y a eu ni *Précis*, ni *Mémoires* cette année-là.

**Louis-Henri Lefébure (1754-1839)** a fait une carrière d'administrateur, qui ne l'a pas empêché de cultiver les lettres et la botanique. Membre du conseil général de Paris de 1789 à 1792, il avait été administrateur du département du Vaucluse, secrétaire général de celui du Var, puis sous-préfet de Verdun jusqu'en 1814. C'est à ce titre qu'il figure parmi les associés correspondants de l'académie. Il avait écrit en 1789 un ouvrage sur les bévues en matière musicale et en 1803 un *É* . Son *Essai sur l* *monde, physique et moral* (1806), lorsqu'il l'a offert à la Société académique de Nancy, lui a valu une sévère critique de la part de l'abbé Vautrin. Ses travaux de botanique sont beaucoup plus tardifs : ce sont des ouvrages de vulgarisation, guide de promenade ou album floral « à l'usage des jeunes personnes », et il avait surtout cherché une synthèse entre les divers systèmes de classification des végétaux : *Concordance des trois systèmes de Tournefort, Linnaeus et Jussieu par le système foliaire* (1816) et *Atlas botanique ou clé du jardin de* (1817). Né à Paris le 18 février 1854, il y est mort en 1839. Il est impossible d'accepter comme date de sa mort l'année 1840, que donne Bnf data ; en effet, l'académie fait état dans ses comptes rendus, à la date du 14 novembre 1839, de la lettre de Jacques Philippe Voïart, « qui envoie tous les ouvrages de M. Lefébure, son éloge et des vers de Madame Tastu sur Linné ». Dans cet éloge, qui a été publié, la date précise de la mort de Lefébure, déjà intervenue, ne figure pas.[13]

**Marie-Alexandre Lenoir (1761- 1839),** né à Paris le 26 décembre 1761**,** est surtout connu comme le créateur et le conservateur, de 1790 à 1816 du Musée des Monuments français, qui est notre Musée du Louvre. Avant la Révolution, il ne s'était fait connaître que par une comédie, *Les Amis du temps passé* (1786) et il avait surtout étudié la peinture. Il a publié en l'an VI (1798) une *Collection des monuments de sculpture réunis au Musée des monuments français* et une *Description du Musée des monuments français* (1803). Il a adressé à l'académie ce dernier ouvrage, signalé le 27 juillet 1803 et qui a fait l'objet le 19 septembre suivant d'un rapport de Rochefort, dont nous n'avons pas conservé le texte. Tous ses autres travaux sont plus tardifs ; beaucoup ont porté sur les antiquités égyptiennes et grecques et il a compté parmi les fondateurs de l'Académie celtique, en 1807. Il appartenait à la loge écossaise du Contrat social et a publié en 1814 *La Franche Maçonnerie rendue à sa véritable* . Comme l'écrit Daniel Ligou, il était une « pittoresque figure » de la franc maçonnerie, qu'il faisait remonter aux cultes égyptiens. Il est mort à Paris le 11 juin 1839[14].

**Pierre-Charles Lévesque (1736-1812)** est né à Paris le 28 mars 1736**.** Il était professeur au Collège de France depuis 1791 et avait été recruté comme membre de la 2e classe de l'Institut en 1795, avant de passer en 1803 dans la 3e classe, comme ancien membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il avait vécu sept années en Russie de 1773 à 1780, avait été professeur de belles-lettres au corps des cadets de terre à Saint-Pétersbourg et il était de ce fait en France le meilleur spécialiste de la Russie. Il avait publié une *Histoire de Russie*, en 5 volumes (1782), puis une *Suite de* , en 2 volumes (1783). Une nouvelle édition de cette *Histoire de Russie*, complètement remaniée, était parue en 1800. C'était un historien très méthodique, attentif à contrôler toutes ses sources et il était en outre un excellent helléniste, qui avait traduit Xénophon, Plutarque et Thucydide. Il a enseigné l'histoire et la morale au Collège de France de 1791 à 1812 et a été professeur d'histoire et de géographie anciennes à la Faculté des Lettres de Paris de 1809 à 1812. Il est mort à Paris le 12 mars 1812.[15]

---

[13] Jacques Philippe Voïart, « Notice historique et biographique sur M. Lefébure », *Mémoires de la Société royale des sciences, lettres et arts de Nancy* (1839), p. 228-251.

[14] Daniel Ligou, *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*, PUF, Quadriges, 2006, 1357 pages.

[15] André Mazon, « Pierre Charles Lévesque, humaniste, historien et moraliste », *Revue des études slaves*, tome 42, fasc. 1-4, 1963, p. 7-66.

Dans l'identification de ce personnage, nous sommes en accord avec Panigot, mais en désaccord avec Favier, qui préfère désigner Jean-Simon Levesque de Pouilly (1734-1820). Mais il est clair qu'en 1804, seul Pierre-Charles Lévesque avait droit au titre de membre de l'Institut, Jean-Simon Lévesque de Pouilly ne figurant que parmi les correspondants de l'Institut ; or, membres et correspondants sont toujours soigneusement distingués sur les listes de la société des sciences de Nancy. Lévesque de Pouilly n'a été réintégré à l'Institut, comme « membre libre » que le 21 mars 1816[16].

**Mallarmé François René Auguste** n'est cité ici que pour mémoire, car il est devenu par la suite titulaire ; il était alors préfet de la Vienne.

**J.-A. Masson** est inspecteur des forêts à Épinal. Il n'est pas un inconnu pour l'académie, puisqu'il est le lauréat d'un prix qu'elle lui a décerné avant la Révolution. Il a écrit une longue lettre, lue en séance le 15 décembre 1802, dans laquelle il se souvient que Mollevaut a été son professeur et dans laquelle il se permet d'exposer en détail sa conception du rôle des sociétés savantes Le temps est arrivé, écrit-il, de ranimer le goût des sciences engourdi si longtemps par la défiance et le découragement. Il faut combattre « le préjugé injuste, qui accuse la philosophie et les lettres d'une partie des opinions exagérées, qui ont produit les désastres des derniers temps de la Révolution ». Il ne faut pas craindre d'aller désormais de l'avant. « L'histoire atteste que c'est après les grandes révolutions que les âmes, pour ainsi dire retrempées, sont capables des impressions fortes et des conceptions les plus hardies ». « Jaloux d'imprimer un caractère durable à ses ouvrages, le grand homme d'État (Bonaparte) sait qu'il a besoin de les appuyer sur les bases de la raison, il consulte les sages et les savants, mais en homme fait pour les juger ».

Il a écrit un *Essai sur le Code pénal forestier* (Epinal, 1806, 44 pages) et plus tard un *Essai sur la réformation du Code forestier* (Auxerre, 1824, 88 pages). Dans ce dernier ouvrage, il évoque brièvement sa carrière : il a fait douze années d'études au barreau, avant d'être nommé en novembre 1794 maître particulier en la maîtrise des eaux et forêts de Nancy. Il a eu l'occasion de faire de nombreuses observations dans les près de 30 ans passés dans l'exercice de fonctions forestières, « dans plusieurs départements éloignés les uns des autres », ce qui lui a permis d'observer « l'influence des divers climats sur la végétation ».

**Aubin-Louis Millin de Grandmaison (1759-1818)** est un naturaliste, dont Panigot dit qu'il fut connu aussi sous le nom d'**Eleuthère-Théophile Millin**. Il était aussi bibliothécaire, et fut surtout un précurseur dans l'étude et la conservation des « Antiquités nationales ». Il avait présenté en 1790 à l'Assemblée constituante un recueil de documents relatifs à ces antiquités, qu'il a continué à alimenter de 1790 à 1798. Après avoir été emprisonné sous la Terreur, il est devenu conservateur et professeur à la Bibliothèque nationale. Il avait été en 1787 un des fondateurs de la Société Linnéenne de Paris et il avait collaboré en 1792 au *Magasin Encyclopédique*, qu'il a dirigé à partir de 1795. Il a écrit de nombreux articles scientifiques et récits de voyage, dans lesquels il s'intéresse particulièrement à l'archéologie. A la tête d'un volume du *Magasin Encyclopédique,* reçu le 27 juillet 1803, il a placé cette dédicace : « A la Société littéraire de Nancy, ville chère à mon cœur par les plus tendres souvenirs de l'amitié ». Né le 19 juillet 1759 à Paris, il est mort aussi à Paris, le 14 avril 1818.

**Marie-Jacques-Philippe Mouton Fontenille de la Clotte (1769-1837)** est un naturaliste et botaniste, né le 8 septembre1769 et formé à Montpellier près d'Antoine Gouan. Il commença sa carrière comme professeur d'histoire naturelle, puis conservateur du muséum de cette ville. Il a été reçu en 1799 à l'académie de Lyon, avant d'enseigner d'abord au lycée,

---

[16] Jules Simon, *Une académie sous le Directoire*, 1885, 472 pages, explique p 353 que dans la section d'Histoire de l'Institut, il y a eu au départ deux membres portant le nom de Lévesque. L'un était Pierre-Charles, l'autre Jean-Simon Lévesque de Pouilly ; mais ce dernier a été aussitôt rayé ; on l'avait porté sur la liste parce qu'il avait été membre de l'ancienne Académie des inscriptions et belles-lettres, mais on a supprimé son nom parce qu'il avait émigré et vivait en Allemagne.

puis à la faculté des sciences de cette ville, de 1808 à 1815. Il a dirigé le cabinet d'histoire naturelle de Lyon de 1815 à 1830. Comme botaniste, il est surtout connu pour avoir été un des grands propagateurs du système de Linné. Il a publié en 1798 un *Tableau des systèmes de botanique généraux et particuliers* qui était une adaptation des *Classes plantarum* de Carl von Linné et en 1798. Il a encore traduit, en 1804-1805 le *Système des plantes* de Linné. Il avait aussi une spécialité secondaire d'ornithologie et avait publié en 1801 avec Hénon des . Il était certainement en correspondance avec Willemet, mais lorsqu'il a envoyé à Nancy un *Dictionnaire des mots techniques de Botanique*, ce n'est pas ce dernier qui l'a présenté à ses confrères, comme on aurait pu s'y attendre, mais Étienne Mollevaut le 19 février 1803. Il a offert plusieurs de ses ouvrages de botanique et d'ornithologie à l'académie de Nancy. Il a vécu jusqu'au 22 août 1837.

**Pierre-François Nicolas (1743-1816)**, alors professeur de chimie à Caen était un membre de l'ancienne académie, dont il avait fait partie de 1782 à 1793. Né le 26 décembre 1743 à Saint-Mihiel, il avait été le démonstrateur du professeur de chimie Henri-Michel du Tennetar avant d'obtenir cette chaire de chimie à Nancy en 1782. Depuis longtemps, ses relations avaient été mauvaises avec Mandel, dont il n'avait pas voulu comme démonstrateur. On peut supposer que c'est à cause des inimitiés qu'il avait soulevées qu'il n'a pas été choisi comme professeur à l'école centrale de la Meurthe dans la spécialité qui était la sienne, mais en sciences naturelles. Cela explique qu'il ait démissionné de ce poste à la fin de mai 1798.

Après avoir quitté Nancy, il s'est rendu quelque temps à Paris, avant d'être nommé professeur de chimie à l'école centrale du Calvados, puis en 1808, professeur de physique et de chimie à la faculté des sciences de Caen. Il a naturellement été élu en 1801 membre de l'académie de Caen. Il a publié avec le médecin caennais Gueudeville des *Recherches et expériences médicales et chimiques sur le diabète sucré*. Ayant pris sa retraite en 1811, il est mort à Caen le 18 avril 1816 à l'âge de 73 ans, sans avoir repris de contact avec la société des sciences de Nancy[17].

**Joseph Noël (1753-1808)** était né à Bayon le 6 janvier 1753, il avait fait une carrière de chirurgien de la marine, jusqu'en 1782, puis de chirurgien militaire en France, qui l'avait conduit à un poste de professeur au Val-de-Grâce, qu'il a abandonné presque aussitôt pour devenir professeur et directeur de l'école de médecine de Strasbourg, le 1er août 1796. Il était aussi docteur en médecine depuis 1789. Haldat a passé sa thèse en médecine sous sa direction. Il est mort le 23 juin 1808 et son éloge a été prononcé par son collègue Flamant, lors de la séance publique de la faculté de médecine de Strasbourg du 5 décembre 1808[18].

**Jérémie-Jacques Oberlin (1735-1806),** né le 1er août 1735, était un érudit particulièrement estimé à Strasbourg, frère du célèbre pasteur Oberlin, qui est plus connu que lui. Il avait été pendant 23 ans professeur au gymnase de Strasbourg, puis professeur à l'Université protestante, avant d'appartenir à l'Académie protestante, qui l'avait remplacée. Une publication faite en l'an IX lui donne en outre le titre de bibliothécaire de l'école centrale du Bas-Rhin. Il avait été membre correspondant de l'ancienne Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres. Emprisonné à Metz pendant la Terreur, il s'était lié d'amitié avec l'abbé Grégoire et s'était voué principalement à l'étude des monuments d'antiquités. Il avait aussi édité des œuvres antiques et s'était intéressé à l'histoire des langues. En 1775, il avait écrit un *Essai sur le patois lorrain des environs du comté du Ban de la Roche*, qui est considéré de nos jours comme un document très précieux pour l'histoire des parlers lorrains. Il a offert en 1806 une dissertation latine

---

[17] Pierre Labrude, « Pierre François Nicolas (1743-1816), apothicaire, médecin, professeur de chimie à la Faculté de médecine de Nancy à la veille de la Révolution », *Histoire des sciences Médicales*, tome XXXVII, n°4, 2002, p. 465-472.

[18] Edouard Sitzmann, , tome 2, p. 376-377.

. Il est mort le 16 octobre 1806, et son éloge a été lu à l'Académie protestante par Stoeber, le 17 mars 1807[19].

**Guillaume-Antoine Olivier (1756-1814)** était un médecin, né aux Arcs près de Fréjus le 19 janvier 1756, qui s'était spécialisé en entomologie. Il s'était rendu à Paris en 1783 lorsque l'intendant Berthier de Sauvigny l'avait engagé pour rassembler les matériaux de la Statistique de la généralité d'Ile-de-France, qu'il voulait publier. Chargé par le gouvernement d'une mission en Perse, il avait quitté Paris à la fin d'octobre 1792, pour un très long périple en Orient, accompagné de son ami Bruguière. De retour à Paris en décembre 1798, il en avait rapporté un récit, riche en observations et en péripéties, qui avait obtenu un grand succès : le *Voyage dans Perse, fait par ordre du gouvernement français dans les six premières années de la République* (1801-1807, en 6 volumes). Il était devenu alors professeur de zoologie à l'école vétérinaire d'Alfort, membre de l'Institut et appartenait à la Société d'agriculture de la Seine et à la Société philomathique de Paris. Il avait repris sa participation, avec divers collaborateurs, à un *Dictionnaire papillons, coléoptères, etc* (1789-1825) et recommencé à publier, par livraisons, une *Entomologie, ou histoire naturelle des insectes coléoptères, avec leurs caractères génériques et spécifiques et leur figure colorée* (1789-1809). Il a été recruté à l'académie sur sa célébrité, mais n'a correspondu en aucune manière avec elle. Il est mort à Lyon le 1er octobre 1814[20].

**Charles Palissot de Montenoy (1730-1814)**, né à Nancy le 3 janvier 1730, était de loin le plus ancien des membres encore vivants de l'ancienne académie : enfant très précoce, il avait été reçu comme membre associé de l'académie de Nancy dès 1753, à l'âge de 23 ans. Il s'était fait connaître surtout comme auteur de pièces de théâtre : il avait écrit la première, *Pharaon*, en 1748. Mais deux de ses pièces, *le Cercle*, en 1755, où il avait ridiculisé Rousseau et *les Philosophes*, où il avait attaqué Diderot, le firent classer dans le camp des ennemis des Philosophes. Il était cependant un admirateur inconditionnel de Voltaire, dont il avait publié l'Éloge en 1778. Sous la Révolution, on le trouve parmi les pontifes du courant des Théophilanthropes. Partisan de Bonaparte, membre du Conseil des Cinq Cents en 1798, il est nommé le 6 février 1805 bibliothécaire et administrateur perpétuel de la Bibliothèque Mazarine. Il était depuis le 13 février 1796 correspondant de l'Institut, dont il n'a jamais été membre titulaire. Son dernier ouvrage s'intitule : *Le génie de Voltaire, apprécié dans tous ses ouvrages, volume destiné à servir de supplément à toutes les éditions de cet illustre écrivain* (Paris, 1806, XI-415 pages). Il l'a fait parvenir à l'académie de Nancy et François-Xavier Lamoureux en a rendu compte très longuement à ses confrères[21]. Palissot est mort à Paris le 15 juin 1814.

**Antoine Parmentier (1737-1813)** est né le 12 août 1737 à Montdidier, mort le 17 décembre 1813 à Paris. C'est un personnage bien connu, pharmacien militaire, agronome, nutritionniste et précurseur de la chimie alimentaire. Sa campagne en faveur de l'utilisation de la pomme de terre dans l'alimentation l'a rendu célèbre, mais ses travaux ont surtout porté sur l'hygiène alimentaire, l'utilisation d'aliments nouveaux en période de famine et il a joué un grand rôle dans l'organisation du service de santé sous l'Empire. En raison de son origine modeste, il avait dû s'engager dans l'armée en 1757, mais avait bénéficié de la protection de Choiseul et était devenu préparateur de l'abbé Nollet en 1763. Plus tard, il avait été apothicaire aux Invalides, où il a conservé un logement toute sa vie. Après s'être tenu à l'écart au début de la Révolution, il a été porté à l'Institut le 13 décembre 1795. Il était inspecteur général du service de Santé (1796-1813) et est devenu sous le Consulat président du Conseil de salubrité du département de la Seine. Il est mort le 17 décembre1813 à Paris.

---

[19] *Ibidem*, tome 2, p. 381-382.

[20] Augustin François Silvestre, « Notice biographique sur M Guillaume Antoine Olivier », lue à la séance publique de la Société d'agriculture le 9 avril 1815.

[21] Le texte manuscrit du compte rendu de F.-X. Lamoureux se trouve dans les archives de l'académie.

**Jean-Baptiste-Gabriel Pavée de Vandeuvre (1752-1814)** est président du « lycée » ou société académique du département de l'Aube, à Troyes, quand il est inscrit sur la liste des correspondants. Il est né le 4 juin 1752 et avait siégé à partir de 1780 à la Cour des Aides de Paris et avait été « munitionnaire général des armées de Sa Majesté ». Lieutenant de la garde nationale de Paris en 1789, il avait occupé diverses fonctions électives dans le département de l'Aube sous la Révolution, mais en avait été suspendu en vendémiaire de l'an V comme beau-frère d'émigré. Il s'était alors retiré de la vie politique et consacré entièrement à la littérature et aux arts. Il est un des rares associés correspondants à avoir effectivement siégé dans les rangs de l'académie. Le 13 juillet 1803, alors qu'il se trouve à Nancy, il est invité par le président à lire son poème intitulé *Phaéton*, imité d'Ovide. Il fait encore hommage d'une traduction en vers français de la *Jérusalem délivrée*, du Tasse qui est lue le 16 juin 1804 et très appréciée des académiciens. Dans , qu'il a prononcé à Troyes en 1807, il se félicite d'une certaine popularisation de la culture et déclare qu'on peut attendre des « sociétés littéraires », « sinon une réelle augmentation des lumières, du moins une progression de culture et une sorte d'émulation plus universelle, qui tend à rendre la science moins orgueilleuse et les beaux-arts plus populaires Il a été fait baron d'Empire en 1810, comme grand propriétaire terrien et a publié en 1812 une *Dissertation sur un bourg de Champagne, Vendeuvre-sur-Barse*.

**Pierre Pérignon (1759-1830)** est jurisconsulte à Paris et membre du conseil général du département de la Seine. Il a attiré l'attention sur lui au début de la Révolution en plaidant pour les notaires de l'Artois (1790), puis plus tard en prenant la défense des Belges qui avaient fui leur pays à l'arrivée des troupes françaises, et que l'on voulait traiter comme des « émigrés » du territoire français ; il a plaidé aussi en droit maritime en faveur des pavillons neutres et sur la jurisprudence en matière de prises de guerre. Dans sa lettre de remerciement, datée du 26 vendémiaire de l'an XI, il écrit au président Mollevaut qu'il doit sa nomination à l'amitié que celui-ci lui manifeste. Une autre lettre, du 17 floréal de l'an XI, accompagne l'envoi d'un ouvrage qui appartient à la littérature autant qu'à la jurisprudence » et a pour objet de « soutenir la gloire de la langue française ».

**Jean-Louis-Marie Poiret (1757-1834)** est un naturaliste, né à Saint-Quentin, qui avait renoncé à l'état ecclésiastique pour se consacrer aux sciences naturelles et voyager dans le Midi de la France, puis en Italie et en Afrique du Nord (1784-1785). Malheureusement, beaucoup des oiseaux et des insectes qu'il avait rapportés de Berbérie avaient péri lors de la longue quarantaine imposée à son navire à Marseille lors de son retour. Pendant la Révolution, il s'était marié et il avait enseigné l'histoire naturelle à l'école centrale de l'Aisne. Après la disparition de cet établissement, il est allé habiter Paris et il a collaboré à une nouvelle édition du de l'abbé Rozier, ainsi qu'à des dictionnaires. Mais les travaux qu'il a fait parvenir à l'académie sont consacrés à la géologie. Il s'est empressé d'envoyer à l'académie de Nancy, dès novembre 1802, son *Mémoire sur une tourbe pyriteuse* et *Coquilles fluviatiles et terrestres observées dans le département* . Il a fait parvenir ensuite en mai 1803 trois cahiers d'un journal intitulé . En novembre 1805, il a envoyé une , qui a soulevé l'ire de Vautrin, en raison de son matérialisme affiché. Les grands ouvrages de botanique qu'il a écrits par la suite sont beaucoup plus tardifs : *Leçons de Flore, cours de botanique* (1819 à 1823) et *Histoire* (1821-1829). Il ne les a pas communiqués à l'Académie de Stanislas[22].

[22] Baudemant, « L'abbé Poiret, notice biographique », *Bulletin de la Société académique de Laon* (1882-1884), 2ème partie, p. 1-34. Il rectifie la date de naissance erronée (1755), qui a été donnée par la *Biographie universelle* de Michaud et recopiée par tous ceux qui l'ont suivi.

**Balthazar-Georges Sage (1740-1824)** est physicien et naturaliste. Il a été au début de sa carrière apothicaire major de l'hôtel des Invalides, censeur royal, professeur de métallurgie. Il avait appartenu à l'ancienne Académie des Sciences et a naturellement trouvé place dans la section de minéralogie de la première classe de l'Institut. Ses publications ont été très nombreuses. Il avait publié en 1786 à Paris *Analyse chimique et concordance des trois règnes de la nature*. Par la suite, ses travaux ont porté notamment sur la chaux, la pierre, le vin, l'eau de mer, la formation de l'humus, le tabac. Il a consacré des recherches à l'électricité et au « galvanisme ». En 1809, il publiera une et en 1810 à propos de météorites *Des pierres tombées du ciel*.

**Pierre-Dieudonné-Louis Saulnier** (1767-1838) est préfet de la Meuse du 1er mars 1800 au 18 avril 1804. Né à Nancy, le 1er janvier 1767, il avait été précédemment avocat au Parlement de Lorraine, chef de bureau de l'administration centrale du département de la Meurthe, président de l'administration municipale de Nancy après le 9 Thermidor. Au moment de sa nomination comme préfet, il était déjà commissaire du gouvernement dans la Meuse. Il a continué sa carrière à Paris à partir du 10 germinal an XII comme secrétaire général du ministère de la police jusqu'à la seconde Restauration ; il a notamment contribué à faire échouer la conspiration de Malet en 1812. Il est devenu député de la Meuse sous la Restauration de1815 à 1824 ; il siégeait dans l'opposition libérale. Il n'a publié et offert à l'académie qu'en 1834 les *Eclaircissements historiques sur la conspiration du général Malet, en octobre 1812* (47 pages), qui sont un témoignage faisant appel à ses souvenirs. Il est mort à Paris le 23 février 1838.

**Jean Schweighaeuser (1742-1830)** est un philologue alsacien. Né le 26 juin 1742 à Strasbourg et fils de pasteur, il a commencé par étudier la théologie, puis les langues hébraïque, syriaque et arabe. Il a fait une carrière d'enseignant : professeur adjoint de philosophie à l'académie protestante en 1770, il a été ensuite professeur de littérature ancienne à l'école centrale du Bas-Rhin et plus tard, quand elle a été créée, professeur de grec et doyen de la faculté de Strasbourg[23]. On ne doit pas le confondre avec son fils Jean Geoffroi (1766-1844), également professeur à la faculté de Strasbourg, adjoint de son père en 1810 et qui a hérité de la chaire de son père en 1823. Pfister et Panigot considèrent que l'associé correspondant de l'académie de Nancy est Jean Geoffroi. Mais en 1802, Jean Geoffroi n'était même pas encore l'assistant de son père ; il aurait été impensable de nommer le fils et pas le père ! Jean était assez connu pour pouvoir être coopté instantanément, on n'aurait pas pu accepter Jean Geoffroi sans faire un rapport sur lui. Il ne peut y avoir de doute à ce sujet, puisque seul le père était en 1804 « correspondant de l'Institut », titre qui figure sur la liste de l'académie de Nancy. D'autre part, l'unique ouvrage offert par Schweighaeuser en 1807 est un éloge de Jérémie Jacques Oberlin, dont nous savons qu'il fut prononcé 1806 devant la Société des sciences de Strasbourg par Jean Sweighaeuser le père, qui fut son successeur et était son ami de longue date. Il est mort le 19 janvier 1830 à Strasbourg.

**Jean Sédillot (1757-1840)** est né aux Vaux de Cernay le 13 janvier 1757. Docteur en médecine en 1784, il avait fait ses études à Paris, aux hôpitaux de la Salpêtrière et de la Pitié, puis aux Invalides, avant de devenir médecin de la Maison du Prince de Condé. Il est surtout connu pour le rôle qu'il a joué comme secrétaire de la Société de médecine de Paris et par les journaux médicaux dont il a été la cheville ouvrière : le *Recueil périodique de la Société de santé de Paris* (14 volumes, 1796-1802) et le *Recueil périodique de littérature médicale étrangère* (2 volumes, an VII), qu'il a réunis pour fonder en 1802 le *Journal général de médecine, de chirurgie et de pharmacie*, qu'il a dirigé jusqu'en 1818 et alimenté de ses publications. Il était naturellement membre de l'Académie de médecine de Paris. Il a offert à

[23] Edouard Sitzmann, ouvrage déjà cité, tome 2, p. 749-750.

plusieurs reprises des ouvrages à l'époque du Consulat et de l'Empire. Il est décédé le 3 août 1840.

**Roch-Ambroise-Cucurron Sicard (1742-1822)** était un abbé, né le 20 septembre 1742 à Fousseret, qui avait dirigé une école de sourds-muets à Bordeaux (1784), avant de prendre en 1789 la direction de celle de Paris, à la mort de son fondateur l'abbé de l'Epée. Il avait été en 1795 professeur à l'école centrale de Paris, mais avait dû se cacher entre le 18 fructidor et le 18 brumaire en raison des persécutions contre les ecclésiastiques. Il avait publié des *Eléments de grammaire* générale (1799) et un *un sourd-muet de naissance* (1800), avant de devenir membre de la classe de langue et littérature de l'Institut, lorsque celle-ci a été constituée en 1803. Lors du retour de Napoléon aux Cent-Jours, il est allé trouver refuge en Angleterre. Il est mort le 10 mai 1822 à Paris.

**Augustin-François de Silvestre (1762-1851),** qui appartenait à une famille de bibliothécaires et descendait d'Israël Silvestre, n'avait pu obtenir, à cause d'un séjour en Italie, la place de maître de dessin des enfants de France, que son père aurait voulu lui transmettre. Mais on l'avait adjoint en 1782 à son grand-père, qui était lecteur et bibliothécaire de Monsieur. Il s'était doté d'une culture encyclopédique, ayant fait successivement des études littéraires, puis scientifiques et ayant été admis à Paris dans la compagnie des plus grands savants de l'époque. En 1788, il avait fondé avec Brongniart la Société philomathique de Paris. Il faut également membre de la Société d'histoire naturelle de Paris et un des fondateurs de la Société pour l'encouragement de l'industrie nationale. Son intérêt s'est porté de plus en plus par la suite vers l'économie rurale. C'est Louis XVIII qui l'a fait baron et il a été sous la Restauration secrétaire de la Société centrale d'agriculture. Il est mort le 4 août 1851 à Paris.

**Charles-Nicolas-Sigisbert Sonnini de Manoncourt (1751-1811)** a fait l'objet d'un éloge prononcé par Haldat en 1812. Né à Lunéville, le 1er février 1751, il a fréquenté l'université de Pont-à-Mousson, puis celle de Strasbourg, où il a étudié le droit, ce qui lui a permis d'être reçu très jeune, le 14 novembre 1768, comme avocat à la Cour souveraine de Nancy. Mais il avait conçu dès son enfance la passion des voyages et il quitta le barreau pour entrer dans la marine. Sa première mission se fit en Guyane, où il se vit confier la direction de plusieurs expéditions, destinées à ouvrir des communications dans des régions encore impénétrables. Lors d'un second séjour, il s'occupa d'histoire naturelle et de géologie, et en revint avec une collection d'animaux, qui attira l'attention de Buffon. Invité à Montbard pendant l'hiver de Montbard, Sonnini a laissé un récit très vivant du temps passé dans l'intimité de ce grand homme, qui l'employa comme secrétaire. Plus tard, embarqué sur l'Atalante, il parcourut l'Egypte, où il remonta le Nil jusqu'aux Cataractes, puis parcourut la Grèce et la Turquie (1777-1780). La suite de la vie de Sonnini a été moins heureuse : ses chagrins domestiques, la perte de sa fortune, à cause de la dépréciation des assignats, les persécutions dont il souffrit à l'époque de la Révolution assombrirent son existence. De retour en France, il s'installa d'abord à Manoncourt, où il se livra à des expériences agronomiques, puis se rendit à Paris à la fin de la Révolution. Mais il resta fidèle à l'histoire naturelle et publia non seulement… mais aussi des travaux sur des plantes alimentaires peu connues : le chou navet, la julienne, la lentille du Canada, dont il fit bénéficier l'académie lors de leur parution. C'est l'abbé Bonneville qui a rendu compte de *La culture du chou navet*, reçu le 24 septembre1804, et Rémi Willemet qui a analysé l'ouvrage sur la julienne, le 4 mai 1805. Il a terminé sa vie par de nouveaux voyages : parti avec sa famille pour la Moldavie, où il s'imaginait devenir le précepteur du fils d'un prince, il s'est aperçu là-bas qu'il avait été abusé par un brigand ; il n'en a pas moins continué à visiter la Moldavie, la Valachie, l'Autriche et la Bavière, ne revenant à Paris que le 26décembre 1811. Il y est mort peu de temps après, le 9 mai 1812.

**Charles Strack (1726-1806)** est un patriarche de la médecine, né le 14 février 1726, qui a été reçu docteur en médecine à Erfurt en 1747 et qui s'est rendu célèbre par de nombreuses publications, toutes en latin, ce qui les rendait accessible aux Français. Il enseignait la médecine à l'université de Mayence. Il a envoyé en même temps que sa lettre d'acceptation un ouvrage en latin sur l'hydropisie, signalé le 13 janvier 1803, ayant fait l'objet d'un compte rendu par Mandel le 18 mars suivant. Le 13 juillet 1803, on signale encore un autre ouvrage latin de cet auteur, « dans le goût de la Callipédie de Pierre Quillet », puis le 3 mars 1804, une lettre en latin : *De urina cretacea*. Mais le 8 juillet 1804, après l'envoi de deux nouveaux mémoires, il fait l'objet d'un éreintement en règle de la part de Mandel. Le premier mémoire qu'il a envoyé relate le traitement qu'il a imposé à un ouvrier qui, par erreur, avait avalé de l'huile de térébenthine ; Mandel désapprouve les remèdes qui lui ont été prescrits ; il aurait préféré donner au patient une boisson mucilagineuse avec du sucre. Dans le second mémoire, Charles Strack expose qu'il a eu l'occasion de traiter des malades atteints de la maladie appelée *Morbus niger* ; mais il avoue qu'il n'a jamais ouvert de cadavre d'homme souffrant de cette maladie ; c'est donc de façon très aventurée qu'il en situe le siège dans la rate. Mandel réfute cette assertion, en invoquant les travaux de nombreux médecins célèbres, auxquels l'auteur aurait dû se référer. Charles Strack est mort le 18 octobre 1806[24].

**Jacques-Nicolas Vallot (1771-1860),** originaire de Haute-Marne, a fait des études médicales et s'est particulièrement intéressé aux sciences naturelles. Docteur en médecine de l'université de Besançon (1792), il a servi quelque temps comme médecin aux armées, avant d'être nommé en 1795 professeur de sciences naturelles à l'école centrale de Dijon. À ce titre, il dirige le jardin botanique de la ville, qui est utilisé par l'école centrale, mais qui appartient à l'académie de Dijon, dont il fait partie depuis 1792. À tous ces titres, on conçoit aisément qu'il ait été en correspondance avec ses collègues de Nancy. Il a envoyé immédiatement à l'académie son travail qui doit servir de *Table au grand ouvrage de Réaumur sur les insectes*. Willemet en rend compte le 18 janvier 1803.Il s'est montré un correspondant particulièrement assidu, comme nous le verrons encore à l'époque de la Restauration. Il touchait à toutes sortes de matières : botanique, zoologie, minéralogie, antiquités ; il portait encore la culotte et les bas de soie, même quand il herborisait aux environs de Dijon et il passait pour regretter l'Ancien régime[25].

**Étienne-Pierre Ventenat (1757-1808)** était un ancien prêtre, né à Limoges, qui avait dirigé la bibliothèque ecclésiastique Sainte-Geneviève, avant de se défroquer au moment de la Révolution. Il avait publié en 1794 *Les Principes de Botanique expliqués au Lycée républicain*. Il avait été élu dès le 13 décembre 1795 dans la première classe de l'Institut, section de Botanique et de Physiologie végétale. Sa renommée était surtout venue de plusieurs ouvrages bien illustrés, qu'il avait fait paraître récemment : *Description des plantes, nouvelles et peu connues, cultivées dans le jardin de JM Cels* (1800), *Le Jardin de la Malmaison* (1803). Ce dernier ouvrage, illustré par Redouté, a été composé à la demande de Joséphine de Beauharnais. Il est mort à Paris le 13 août 1808, sans avoir correspondu avec l'académie.

**Noël-Gabriel-Luce Villar (1748-1826)** était lui aussi un ancien ecclésiastique, né à Toulouse, qui avait été longtemps principal du collège de La Flèche avant la Révolution. Il avait été sacré à Paris le 22 mai 1791 évêque constitutionnel de la Mayenne et avait élu à la Convention, où il n'avait pas voté la mort de Louis XVI. Il était revenu à l'état laïc lorsque le culte de l'Être Suprême avait été instauré. Il a fait partie du Corps législatif sous le Consulat. On l'avait nommé membre de l'Institut en 1795 et il a appartenu à la classe de langue et

---

24

*et complétée par MM Bayle et Thellaye*, 1855, tome 2.

25 Pierre Feuillée et Raymond Ciry, « L'histoire naturelle à la faculté des sciences de Dijon (1808-1958) », -*lettres de Dijon* (2011-2012).

littérature françaises lors de sa constitution en 1803. C'est à ce titre qu'il a été désigné parmi les six premiers « inspecteurs généraux des études », avant même la création de l'Université impériale. Bien que n'ayant pas retrouvé l'état ecclésiastique, il était revenu à la pratique religieuse assidue et lisait régulièrement son bréviaire. Son seul rapport avec l'académie a été l'envoi d'une lettre de remerciement pour sa nomination. Il est mort à Paris le 26 août 1826.

**La deuxième liste des associés correspondants.**

De nouveaux noms ont été ajoutés à la première liste, à mesure que parvenaient les réponses des personnes sollicitées ou des candidatures nouvelles. Une seconde liste a été ainsi établie le 16 juillet 1804 et elle est assez fortement augmentée par rapport à la première. Toutes les catégories de membres ont été renforcées et on y trouve en plus la nouvelle catégorie des membres associés étrangers. Les associés nationaux y sont au nombre de 77 et les associés étrangers sont 8.

Pour la nomination de ces nouveaux associés correspondants, l'académie tarde à fixer sa doctrine : certains candidats sont sollicités par le président, d'autres proposés par des membres, d'autres enfin font, seuls, acte de candidature. Un certain flottement se manifeste dans les comptes rendus, avant l'adoption du nouveau règlement du 16 juin 1804.

On trouve naturellement parmi eux des anciens titulaires, qui ont perdu cette qualité lorsqu'ils ont quitté Nancy : ce sont Joseph-François Coster, qui a été nommé proviseur au lycée de Lyon, Mengin, devenu ingénieur en chef à Anvers, Moulon, muté à Trèves et Vigneron, nommé juge à Paris. Nous n'en parlerons pas ici, (non plus que de ceux parmi ces associés qui sont devenus titulaires par la suite et qui ont été ou seront étudiés ailleurs).

**Baradon**, littérateur à Paris, mort vers 1833 selon Panigot, est un personnage dont nous ne savons presque rien.

**Jean-Baptiste-Théodore Baumès (1756-1827)** est né le 20 janvier 1756 et mort le 19 juillet 1827. C'est un médecin dont le principal titre est alors d'être secrétaire perpétuel de la Société de médecine de Montpellier. Il a enseigné la pathologie et la nosologie à la faculté de médecine de ville. Il a été accepté comme associé le 6 avril 1804. Il écrit en 1806 pour remercier l'académie de l'envoi de son Précis analytique et dit à cette occasion qu'il s'efforcera de développer les liens entre l'académie et la Société de médecine de Montpellier. Mais aucun envoi de sa part ne figure dans les listes de l'académie.

**François Chaussier (1746-1828)** est un médecin né à Dijon le 2 juillet 1846, dont la réputation est très grande. Fils d'un vitrier, reçu maître chirurgien à Paris en 1768, il avait ouvert un cours de chirurgie à Besançon et il était devenu docteur en médecine à Besançon en 1780. Il avait été admis en 1784 à l'académie de Dijon, où on l'avait nommé secrétaire perpétuel en remplacement de Guyton de Morveau. Sous la Révolution, c'est sur la recommandation de Prieur de la Côte d'Or qu'il était entré en 1794 au Conseil de l'Instruction publique. La suite de sa carrière s'est déroulée à Paris : il a occupé une chaire d'anatomie et de physiologie à l'école de médecine de la capitale et est devenu en 1804 médecin de l'hôpital de la Maternité ; il avait exercé comme officier de santé à l'Ecole Polytechnique et il était Président des jurys médicaux pour la circonscription de Paris. Ses *Tables synoptiques* de 1799 avaient connu un grand succès. Il était l'un des plus ardents défenseurs de la théorie du « vitalisme ». Ses ouvrages ultérieurs ont porté surtout sur la médecine légale : action des poisons, viabilité des enfants à la naissance. Il n'est entré à l'Académie des Sciences qu'en 1823. Sa seule contribution à l'académie a été *Consultations médico-légales sur une* (Précis de 1813-1815). Il est mort d'apoplexie le 19 juin 1828.

**Charles-Augustin de Coulomb (1736-1806)** est un physicien universellement connu, puisqu'on a donné son nom à l'unité de charge électrique. Issu de l'Ecole royale du génie, il a fait d'abord une carrière d'ingénieur militaire, avant de se faire connaître par ses travaux sur

la mécanique, l'électricité, le magnétisme, qui lui avaient valu d'entrer à l'Académie des Sciences, puis en 1795 à l'Institut. Bien qu'il fût déjà âgé, Bonaparte lui avait demandé d'exercer les fonctions d'inspecteur général en 1802. C'est à ce titre qu'il a été reçu avec Noël dans une séance particulière de l'académie, le 28 décembre 1803, lorsqu'ils sont venus pour organiser le futur lycée de Nancy. Haldat lui a rendu hommage par la suite, dans ses propres travaux sur l'électricité et le magnétisme. Il est mort à Paris le 23 mars 1806.

**Jean Devèze (1753- 1829),** né à Rabastens le 4 décembre 1753**,** avait été comme Valentin chirurgien au Cap Français (Saint-Domingue), et comme lui il s'était enfui de l'île lors de la révolte des esclaves. Il avait trouvé refuge aux États-Unis, où il était devenu médecin chef de l'hôpital de Bushville. Le 11 février 1804, c'est Valentin qui avait proposé sa candidature, en déposant pour lui un mémoire que Devèze venait de composer sur une épidémie de fièvre jaune qui a régné à Philadelphie en 1793. Lamoureux en a fait le 4 mai 1804 un rapport assez grandiloquent, si l'on en croit le procès verbal : « Cette cité naguère si tumultueuse et si florissante s'est transformée en un vaste tombeau, dont le silence n'est troublé que par les cris de la douleur et du désespoir. Le rapporteur montre ensuite le philanthrope Devèze bravant les dangers et la mort pour voler au secours de ses concitoyens ». Mais Devèze n'a pas seulement relaté sa propre expérience, il a aussi bien étudié la marche de la maladie et la nature des remèdes employés. Il a été admis aussitôt après la lecture de ce rapport. Il a offert plusieurs ouvrages à l'académie, tous ayant trait à la fièvre jaune. Il est devenu par la suite médecin à Fontainebleau, puis en 1825 « médecin du château des Tuileries ». Il est mort à Fontainebleau le 14 septembre 1829 (selon data bnf), alors qu'il a figuré sur les listes de l'académie jusqu'en 1845.

**Gillet-Laumont** ou plutôt **François-Pierre-Nicolas Gillet de Laumont (1747-1834)** était né à Laumont, près de Montmorency. Il avait d'abord été reçu comme avocat en 1768, puis servi à partir de 1772 dans les grenadiers royaux, qu'il avait quittés en 1784 pour se consacrer à la minéralogie et explorer avec le titre d'inspecteur des mines la Bretagne, les Pyrénées, ainsi que la région parisienne. Il avait été chargé en 1793 de l'inventaire des objets d'art et de science que possédaient les académies et les sociétés savantes. En 1794, il était devenu membre de l'Agence des Mines et avait aidé Fourcroy à organiser la nouvelle Ecole des Mines. En 1798, il avait participé à l'organisation de la première exposition industrielle, ordonnée par François de Neufchâteau. En 1803, il attire l'attention sur lui en présentant un *Tableau des principales substances minérales du département de la Seine*. La même année, il guide au Mont Blanc les élèves de l'école pratique des Mines. Il a collaboré à un grand nombre de revues savantes. Il a été nommé inspecteur général du Corps des Mines en 1810. Lydie Touret, conservateur du musée de minéralogie de l'école des Mines, lui a reproché en 2002 d'avoir été un « arriviste » : le 25 mars 1794, il s'était trouvé une résidence en banlieue afin de se faire élire plus facilement à l'Institut dans la catégorie des non résidents, où la concurrence était moins grande que chez les résidents. Il n'a pas correspondu avec l'académie et est mort le 1er juin 1834.

**Jean-François-Nicolas Jadelot (1771-1855)** était le fils du célèbre médecin nancéien Nicolas Jadelot et il était médecin comme son père. Il s'était fait connaître en 1799 par la description d'une tête humaine extraordinaire et par un *E* ; il avait publié la même année une traduction des *Expériences sur le galvanisme et en général sur ritation des fibres musculaires* d'Alexandre de Humboldt. Il est médecin de l'hôpital des enfants malades, fondé en 1802 à Paris près de l'hôpital Necker. Comme il a l'occasion de venir à Nancy, les portes de l'académie lui sont ouvertes, le 19 septembre 1803. Il a envoyé deux ouvrages à l'académie, signalés dans les Précis de l'an XIII et de 1813-1815.

**Bernard-Germain-Étienne de La Ville sur Illon, comte de Lacépède (1756-1825)** est né le 26 décembre 1756 à Agen, mais se rattache à une vieille famille de la noblesse lorraine. Il a pris le nom de Lacépède pour pouvoir bénéficier de l'héritage d'un oncle, qui lui

avait imposé cette condition. C'est non seulement un savant à la réputation bien établie, mais aussi un haut personnage sous la protection duquel on se place. D'abord musicien et littérateur, il s'est consacré à la zoologie après s'être lié d'amitié avec Buffon, dont il est un des continuateurs. Il a publié en 1788-1789 une *Histoire naturelle des quadrupèdes ovipares et des serpents*, entre 1798 et 1803 une *Histoire des Poissons*, en 1804 une *Histoire des Cétacés*. Professeur de zoologie au Muséum d'histoire naturelle depuis 1794, il a été en 1795 secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Mais en 1803, sa carrière scientifique est presque terminée, car il est devenu un personnage politique de premier plan. Déjà député de Paris à l'Assemblée législative (1791-1792), il est depuis le 24 décembre 1799 membre du Sénat conservateur, qu'il présidera à deux reprises, en 1807-1808 et 1811-1813. Il est surtout depuis le 14 avril 1803 le Grand Chancelier de la Légion d'honneur et il bénéficie à ce titre de toute la confiance de Napoléon. Son adhésion à la franc-maçonnerie remonte à 1777 et il a appartenu à la célèbre Loge des Neuf Sœurs. Il a vécu jusqu'au 6 octobre 1825, sans se manifester auprès de l'académie.

**Charles de Lacretelle (1766-1855)** a été admis le 16 avril 1803, si l'on en croit les listes ultérieures. Né à Metz le 3 septembre 1766, il est le fils d'un avocat au Parlement de la ville. Mais il est arrivé à Paris en 1790 avec son frère aîné. D'abord favorable à la Révolution, est toujours resté partisan de la monarchie constitutionnelle, ce qui lui a valu d'être poursuivi et emprisonné pendant deux ans sous le Directoire. Il revient à la surface après le 18 Brumaire, essentiellement comme journaliste. Mais lorsque son journal *Le Publiciste* est fusionné avec *la Gazette de France*, il devient professeur d'histoire à la Sorbonne et entre à l'Académie française en 1813. Il a de l'histoire une conception encore très littéraire et excelle, dit-on, dans les portraits de personnages. Il envoie à l'académie deux volumes de sa monumentale *Histoire de France depuis la Restauration*, qu'on décide le 2 juillet 1829 de joindre aux 18 volumes antérieurs que possède déjà la Bibliothèque municipale. Il est mort à Mâcon le 26 mars 1855.

**Jean-Charles-François de Ladoucette (1772-1848)** est né à Nancy le 4 octobre1772. Il y a terminé ses études de droit en 1790, mais tout le reste de sa carrière s'est déroulé dans d'autres régions, même s'il en continué à entretenir fidèlement des rapports avec sa ville natale. À l'époque où l'académie se reconstitue, il est préfet des Hautes-Alpes (1802-1809), il a été ensuite préfet de la Roër (1809-1814), avant de devenir aux Cent-Jours un éphémère préfet de la Moselle. Il a été créé chevalier, puis baron d'Empire en 1809. À l'époque qui nous intéresse ici, il n'a fait parvenir à l'académie que des numéros du
*et arts du département des Hautes-Alpes*, mentionnés dans les *Précis* de 1808 et 1809-1810. Il en a envoyé bien davantage par la suite, à une époque où il avait plus de loisirs. Ce fut un correspondant d'une exceptionnelle fidélité. Rien qu'à l'époque de la Restauration, il a fait parvenir huit ouvrages, de nature très diverse : des pièces de théâtre, des fables ou contes, un roman historique (*Robert et Léontine*), une notice biographique sur M. Villars et une *Topographie, histoire, antiquités des Hautes-Alpes*, rééditée plus tard sous le titre : *Les Hautes-Alpes*. On relève encore onze mentions de ses envois de 1833 à sa mort, survenue le 19 mars1848 à Paris.

**André-François Laurence, dit Laurence-Villedieu (1762-1816)** est seulement désigné dans les procès verbaux par les termes : Laurence, ex-législateur, membre de la Société académique de Grenoble. Ni Panigot, ni Pfister ne l'avaient identifié. C'est un avocat, né à Villedieu dans la Manche, qui a été administrateur du département de la Manche en 1790, député à la Convention, puis maintenu au Conseil des Cinq Cents jusqu'au 20 mai 1798, comme député du Lot. À la Convention, il avait voté la mort du roi, assortie du sursis, mais il était ensuite entré en conflit avec la Montagne et avait été arrêté et exclus après le 31 mai 1793 ; il n'avait été réintégré comme député que le 18 frimaire de l'an III. Après avoir quitté les Cinq Cents, il est devenu quelque temps commissaire du Directoire, mais a cessé

toute activité politique à l'époque du Consulat. Il avait publié à Paris en 1800 une *Ode à* et la même année à Grenoble *Le temps ramenant la paix,* ainsi qu'une traduction d'Horace. Il est tombé sous le coup de la loi du 12 janvier 1816, qui expulsait les régicides du territoire français et a émigré en Suisse, où il est mort le 23 juillet 1823. Son œuvre littéraire est très mince, aucun dictionnaire biographique ne le répertorie parmi les écrivains. Il nous semble par conséquent logique de croire que la principale raison de son admission a été son amitié pour Mollevaut, qui avait été son collègue dans les assemblées parlementaires.

**François-Michel-Joseph Noël (1766-1841)** s'était fait connaître par un *Éloge du maréchal de Vauban,* qui avait obtenu en 1790 un prix de l'Académie française. Il publie en 1803 avec Planche, instituteur, des *Ephémérides politiques, littéraires et religieux de tous les événements jusqu er janvier 1803*. Il est alors inspecteur général de l'instruction publique. C'est à ce titre, qu'étant venu à Nancy avec son collègue Coulomb pour organiser la mise en place du nouveau lycée, il a été reçu dans la séance de l'académie du 28 décembre 1803. Il a conservé ses fonctions jusque sous la Monarchie de Juillet, où il était qualifié d'« inspecteur général de l'Université de France ». Il n'a envoyé aucun de ses travaux à l'académie et est mort à Paris le 29 janvier 1841.

**Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre Pastoret (1755-1840)** avait été membre de l'ancienne académie de 1786 à 1793. Né à Marseille, il avait commencé avant la Révolution une carrière de juriste et d'homme de lettres : conseiller à la Cour des aides de Pais en 1781, maître des requêtes en 1788, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1785. D'abord favorable aux idées nouvelles, il fait partie de l'administration du district de Paris avant de se faire élire le 3 septembre 1791 député à l'Assemblée législative. Mais il est resté royaliste, il rend visite au roi après le 10 août 1792 et sollicite l'honneur de le défendre à son procès. Mis en état d'arrestation le 12 mars 1794, il se réfugie en Provence et en Savoie avant de partir en émigration.

Il retrouve très vite des responsabilités politiques, comme député du Var au Conseil des Cinq Cents (16 octobre 1795) et une distinction académique, lorsqu'il retrouve un fauteuil à l'Institut (6 décembre 1795). Mais ce n'est pas pour longtemps. Après le coup d'état de fructidor an V, il est condamné à la déportation et radié de l'Institut, en raison de ses opinions royalistes. Il trouve refuge chez Mme de Staël à Coppet, puis à Venise et à Rome. Le coup d'état du 18 brumaire lui rend sa qualité de membre de l'Institut, le 25 avril 1800 ; il devient professeur de droit au Collège de France (18 février 1804) et il est bientôt couvert d'honneurs : chevalier de la Légion d'honneur, puis officier (1803, 1811), chevalier, puis comte d'Empire (1808 et 1810), professeur de philosophie à la faculté des lettres de Paris (6 mai 1809), membre du Sénat conservateur (14 décembre 1809). Il continuera sa brillante carrière sous la Restauration : pair de France, marquis, membre de l'Académie française (le 24 août 1820), mais abandonnera toutes ses responsabilités à la chute de Charles X.

Il s'était fait connaître avant 1789 par un *Éloge de Voltaire* (1779), par un *Discours en ttres* (1783), par un *Moïse considéré comme législateur et moraliste* (1784), un *Zoroastre, Confucius et Mahomet comparés comme sectaires, législateurs et moralistes* (1787). Après1810, il a édité des ordonnances des rois de France et écrit une *Histoire de la législation*, en 11 volumes (1817-1837).

**Edme Protat**, docteur en médecine à Dijon et médecin oculiste des hospices civils de la Côte d'Or, a envoyé un ouvrage en 1803 pour son admission et un autre en hommage en 1804 par l'intermédiaire de son confrère Valentin. Le premier de ces ouvrages est intitulé (Dijon 1802). Sur la page de couverture, l'auteur retrace en détail son curriculum vitae : « docteur en médecine, ex-chirurgien major du ci-devant régiment de Chamborrant, hussard, puis de

l'hôpital militaire de Wissembourg, ancien officier de santé de première classe dans les camps et armées, professeur des maladies des yeux et médecin oculiste attaché aux hôpitaux du département de la Côte d'Or, résidant à Dijon ». L'académie entend le 16 juin 1804 le rapport de Valentin sur la dissertation qui a pour titre
*médecine domestique infantile*. Il souligne que les principes qui sont développés dans ce travail sont « si importants qu'il formule les vœux les plus ardents pour voir cet ouvrage entre les mains des personnes intelligentes et charitables qui habitent les campagnes ».

Le général **Louis-Michel-Antoine Sahuc (1755-1813)** est un militaire chevronné, qui a servi vingt ans dans l'armée royale (1772-1792) avant de participer aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Il avait été nommé général de brigade en 1799. Il était devenu le 27 mars 1802 membre du Tribunat, où il a voté avec enthousiasme en faveur de l'établissement de l'Empire. Il a offert deux discours, mentionnés le 17 août 1803, mais que l'académie n'a pas jugés susceptibles d'être l'objet de rapports : l'un est relatif au recrutement de l'armée, l'autre est relatif au projet de loi en faveur des vétérans des 26e et 27e divisions militaires. Son lien avec la Lorraine venait peut-être du fait qu'il s'était engagé au régiment de Royal Lorraine. On le trouve aussi sur la liste des premiers souscripteurs pour la création du lycée de Nancy. Il est mort du typhus en 1813 à Francfort sur le Main, alors qu'il était chargé de l'inspection des hôpitaux situés entre le Rhin et l'Oder.

**Denis-Pierre-Marie Waton (1763-1829)** est un personnage peu connu. Il avait été chirurgien militaire au début de la Révolution et membre du comité de salut public d'Avignon. Il est indiqué comme professeur à Avignon. Il a publié un *Annuaire officiel du département du Vaucluse*, dont Gallica signale les éditions de l'an IX et de l'an XII. L'académie possède de lui une lettre de remerciement, datée du 15 brumaire de l'an XI, sur un papier à en-tête de la Société d'économie rurale du Vaucluse. Après avoir fait étalage de tous ses titres, il rédige sa lettre dans un style grandiloquent qui pourrait prêter à rire aujourd'hui, mais nous renseigne sur les conditions dans lesquelles il a été admis : « C'est au digne et savant Willemet que je dois cette faveur inappréciable ». Il promet d'envoyer un article de lui, ainsi que trois volumes du journal qu'il rédigeait avec un ami à l'école centrale du Vaucluse, où il st encore professeur.

Nous connaissons assez bien <u>les membres étrangers</u> de 1804, car on a choisi des personnalités déjà très célèbres depuis longtemps dans les milieux académiques ; en voici la liste : Grüner, professeur de médecine à l'université d'Iéna ; Hermann, professeur d'éloquence et de poésie à Leipzig ; Heyne professeur à Göttingen ; Hoffmann, professeur à l'académie de Göttingen ; Jacquin, professeur de botanique à Vienne ; Schreber, président de l'académie impériale des curieux de la nature, à Erlangen ; Thunberg, naturaliste à Upsal ; Vahl, professeur de botanique à Upsal.

Le citoyen **Medicus**, de Mannheim, est le premier dont on signale la lettre le 18 mars 1803 : il accepte de devenir correspondant de l'académie ; sa lettre, est-il écrit, sera déposée aux archives, où nous ne l'avons pas retrouvée. Curieusement, Medicus ne figure pas sur la liste des associés correspondants publiée en 1804. Il s'agit sans doute d'un simple oubli, qui n'a pas été réparé par la suite, car il est mort peu de temps après. Il s'agit de **Friedrich-Kasimir Medikus (1736-1808)**, médecin et botaniste né le 6 janvier 1736 à Grambach, mort le 8 juillet 1808 à Mannheim. Il avait fait ses études à Tübingen, Heidelberg et Strasbourg. Il a été conseiller de régence en Bavière, directeur de l'université de Heidelberg, conservateur du jardin botanique de Mannheim. Il est surtout connu pour avoir refusé de se rallier au système de Linné, dans lequel il relevait quelques erreurs et pour être resté fidèle à la classification de Tournefort. Il a publié en allemand un grand nombre d'ouvrages de médecine et surtout de botanique.

**Gottfried (Geoffroy) Hermann (1772-1848)** est un philologue allemand, né le 28 novembre 1772 à Leipzig, mort le 31 décembre 1848 dans cette même ville. Il a professé

successivement la philosophie, l'éloquence et la poésie à l'université de Leipzig. Ses principaux travaux écrits ont porté sur la poésie grecque et latine : *De metris poetarum grecorum et romanorum*, 1796 ; *Manuel de métrique* (en allemand), 1798 ; *Elementa doctrina metrica* (1816). Il a également édité divers auteurs du théâtre grec ou latin, ainsi que la Poétique d'Aristote (1802). En fondant le Société grecque en 1819, il a beaucoup contribué aux progrès de la philologie en Allemagne. Il est devenu en 1835 associé étranger de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Il existe dans les archives de l'académie une correspondance de Gottfried (Geoffroy) Hermann, datée du 12 mars 1803 à Leipzig. Elle est écrite dans un français très correct, bien que ce ne soit pas la langue maternelle de l'auteur. Elle nous renseigne d'abord sur la lenteur des correspondances scientifiques à travers l'Europe. « Ce ne fut que le 24 février que je me vis favorisé de votre honorée lettre missive du 1er octobre, qui me fut remise par le libraire Barth de cette ville ». Nous apprenons par le fait même que l'académie renaissante s'était préoccupée dès octobre 1802 du recrutement d'associés étrangers, et que leur absence sur la première liste n'était due en fait qu'aux difficultés de la correspondance, avec des personnes que l'on ne savait pas comment joindre. Il ajoute qu'il est « sur le point d'entrer dans le collège des professeurs de l'ancien ordre de cette université et joint à sa lettre le texte de la dissertation qu'il vient de soutenir en chaire. Les procès-verbaux de l'académie font état le 6 mai 1803 de la réception du discours latin de Hermann, qui porte « sur les compositions en prose et en vers ». C'est à cette date que Geoffroy Hermann a été considéré comme admis, sans attendre le rapport fait par Nicolas sur son ouvrage. Correspondant assidu, il a envoyé encore des ouvrages en latin en juin 1808.

À la même séance du 6 mai 1803 ont été admis Geoffroy Grüner, médecin et professeur à l'université d'Iéna, en Saxe ; Heyne, professeur à Göttingen ; Thunberg, naturaliste à Uppsala, qui joignait à sa lettre un lot de graines de Sibérie. Deux autres noms ont été ajoutés à la liste par la suite, ceux de Jacquin et Schreber

**Chrétien-Godefroy Grüner (1744-1815)** est considéré par le Dictionnaire de biographie médicale comme « comme un des médecins les plus laborieux et érudits qu'a produit l'Allemagne ». Né à Sagan, en Silésie, le 8 novembre 1744, il a étudié d'abord la théologie à Leipzig, à l'injonction de son père, mais a opté ensuite pour la médecine. Reçu docteur en médecine à Halle en 1770, il est revenu dans sa ville natale pour y exercer la médecine. Mais il a été rapidement pourvu, en 1773, d'une chaire de médecine à l'université d'Iéna, où il a professé durant tout le reste de sa vie. Dans ses très nombreux travaux, de caractère académique ou scientifique, on trouve des ouvrages relatifs à l'histoire de la médecine et notamment une *Classification critique des ouvrages attribués à Hippocrate*. Il a écrit sur les maladies vénériennes, la rougeole, la variole, ainsi que sur la médecine légale. Il est mort le 4 décembre 1815[26].

**Christian-Gottlob Heyne (1729-1812),** fils d'un tisserand protestant de Silésie, qui avait émigré en Saxe à Chemnitz, avait dû travailler pour payer ses études. Employé subalterne dans la bibliothèque du comte de Bühl, à Dresde, il avait commencé à publier des auteurs anciens (Tibulle, 1755, Epictète, 1756), mais la guerre de Sept ans l'avait obligé à quitter la ville. A la mort de Johann Mathias Gessner (1761), il était devenu professeur à l'université de Göttingen, à laquelle il est toujours resté fidèle et où il a été jusqu'à sa mort directeur de la bibliothèque. C'est un philologue, collaborateur de diverses revues savantes, auteur de nombreuses éditions de textes anciens, comme celui de l'Iliade (1802) ou Apollodore (1803). Mais il ne regarde pas l'étude grammaticale des œuvres comme une fin en soi, et il fut notamment un des premiers à essayer d'étudier scientifiquement la mythologie grecque.

[26] *Biographie médicale par ordre chronologique*, tome II, p. 681-684.

**Georg-Franz Hoffmann (1760-1826)** est un Allemand, né le 13 janvier 1760 à Marktbreit. Il a fait ses études à l'université d'Erlangen, où il est devenu professeur de 1787 à 1792. Dès cette période, il a pour spécialité l'étude des Cryptogames et a été récompensé en 1787 par l'académie de Lyon pour un travail sur les lichens. De 1792 à 1803, Hoffmann dirige le département de botanique de l'université de Göttingen et le jardin botanique de la ville. Il publie en latin, à Leipzig et à Berlin, plusieurs ouvrages sur les Cryptogames. A partir de janvier 1804, il s'installe à Moscou, où on lui a offert la direction du département de botanique de l'université et du jardin botanique de la ville. Il compte parmi les fondateurs de l'Académie impériale des naturalistes de Moscou. Le troisième volume de sa *Flore de* a disparu dans l'incendie de Moscou en 1812. Il a professé à partir de 1817 à l'Académie des sciences de Moscou. C'est dans cette ville qu'il est mort le 17 mars 1826.

**Niklaus-Joseph von Jacquin (1727-1817)** est né à Leyde, en Hollande, le 16 février 1727, mais il a fait la plus grande partie de sa carrière à Vienne, où il s'était rendu, après un passage par Paris, où il avait suivi les leçons de Bernard de Jussieu. Il a été nommé botaniste de l'empereur en 1752. Après des expéditions aux Caraïbes et en Amérique centrale (1754-1759), il est devenu professeur de chimie et de botanique à l'université de Vienne à partir de 1768. Il avait pris sa retraite en 1797. Il est devenu associé de l'Académie des sciences de Paris en 1804 et a été fait baron en 1806. Il est mort à Vienne le 24 octobre 1817.

**Johann-Christian-Daniel von Schreber (1739-1810)** est un naturaliste né à Weiszensee le 17 janvier 1739, qui a étudié à Halle, puis à Uppsala. Il a acquis le titre de docteur en 1760. Il a d'abord exercé à Bütsow, comme médecin et professeur, et est devenu à partir de 1770 professeur de médecine et de botanique à Erlangen et directeur du jardin botanique de cette ville. C'est là qu'il est mort le 10 décembre 1810.

**Carl-Peter Thunberg (1743-1828)** est un botaniste d'une réputation mondiale. Il est né le 11 novembre 1743 à Jönköping ; élève de Linné, il a obtenu en 1767 le titre de docteur en botanique et en sciences naturelles. A partir de 1770, il a quitté la Suède pour voyager d'abord en Europe, puis d'entreprendre un long périple à travers le monde, au Cap, à Java, au Japon, à Ceylan (1771-1778), où il a étudié la végétation de ces divers pays. Ses principales publications ont porté sur la flore du Cap et sur celle du Japon. A son retour en Europe, il a remplacé Linné comme professeur de médecine et d'histoire naturelle à l'université d'Uppsala. C'est là qu'il est mort le 8 août 1828.

**Martin Vahl (1749-1804)** est un botaniste et zoologiste danois, né le 10 octobre 1749, qui a étudié à Copenhague et à Uppsala avec Linné. Il a enseigné à partir de 1788 à l'université de Copenhague, où on lui a confié en 1801 une chaire de botanique. Il est décédé le 24 décembre 1804. Rémi Willemet a fait son éloge dans le *Précis des travaux de* .

On notera que la majorité des membres associés étrangers sont des correspondants de Willemet, déjà âgés et qui jouissent d'une grande célébrité. Il était en effet le seul à entretenir depuis longtemps, une correspondance scientifique lointaine. Mais les liens avec eux ont été coupés très tôt, en raison de la mort de Willemet.

**La troisième liste d'associés correspondants**.

Elle figure à la fin du *Précis analytique des Travaux de 1811-1812*, mais elle correspond à la situation de la fin de l'année 1809 : on y trouve les académiciens qui ont été admis au cours de l'année 1809, mais pas ceux de l'année 1810. Elle n'est pas complètement à jour, en ce sens que des académiciens décédés y figurent encore, la nouvelle de leur mort n'étant sans doute pas encore parvenue.

La structure de cette liste ne diffère pas beaucoup de celle des précédentes, sinon par des détails. Les membres de l'Institut sont au nombre de dix-neuf. Trente autres associés

correspondants résident à Paris. Vingt-huit sont des provinciaux autres que Lorrains, auxquels il faut ajouter cinq associés habitant dans les pays annexés. Vingt-six résident en Lorraine : mais parmi eux, onze sont des Messins, alors que les autres se répartissent presque également entre les trois autres départements lorrains. Le nombre des correspondants étrangers est resté inchangé, à neuf, ce qui ne nous surprend pas, car le contexte des guerres européennes était peu favorable aux échanges académiques internationaux.

**Claude-François Achard (1753-1809)** était le secrétaire perpétuel de l'académie de Marseille, dont les échanges avec l'académie de Stanislas avaient dû être activés sous l'influence de Louis Valentin, devenu un membre très actif de cette société après avoir quitté Nancy. Bien qu'il fût docteur en médecine, les travaux de Claude François Achard n'avaient pas porté sur des matières médicales : il avait établi le catalogue de plusieurs bibliothèques, en 1792 et 1793, et publié des travaux de caractère encyclopédique ou géographique sur la Provence (1785 à 1788). Il était le rédacteur du *Bulletin des sociétés savantes de Marseille* et de la *Correspondance littéraire des Bouches du Rhône*. Il avait également prononcé divers éloges, qu'on trouve dans les *Mémoir* Admis le 12 novembre 1807, mort le 29 septembre 1809, il n'a eu avec l'académie de Nancy que des rapports très brefs.

**Pierre-Hubert Anson (1744-1810),** est né le 30 juin 1744 à Paris. Agrégé de la faculté de droit, il est entré dans l'administration financière de l'Ancien régime et est devenu receveur général du Dauphiné, puis membre du comité central des receveurs généraux. Sa carrière politique sous la Révolution a été brève : elle se résume à un mandat de député de Paris aux États Généraux de 1789. Après s'être caché sous la Terreur, il a été nommé sous le Consulat régisseur général des postes à Paris, puis membre du conseil général de la Seine. C'est aussi un homme de lettres qui a abordé divers sujets et collaboré au *Journal Encyclopédique* et aux *Nouvelles recherches sur la France*. Il avait écrit une comédie en deux actes avec Hérissard en 1783 et traduit de l'anglais les lettres de Milady Montague, « ambassadrice d'Angleterre à la Porte ottomane », ainsi que du grec les Odes d'Anacréon. Ce sont ces deux derniers ouvrages qu'il offre à l'académie lorsqu'il la remercie de son admission (procès verbal du 30 avril 1806). Il est mort à Paris le 18 novembre 1810.

**Jean-Baptiste Aubry (1736-1809)** est un ancien bénédictin, né à Deyviller, dans les Vosges, en 1736 et mort à Commercy le 4 octobre 1809. Il avait été longtemps prieur des Bénédictins de Nancy. Il avait entrepris de continuer l'histoire des auteurs sacrés et ecclésiastiques de dom Cellier. On lit dans le compte rendu de la séance du 11 janvier 1810 : M. Pseaume envoie à la société son éloge de dom Aubry, ex-bénédictin, un de nos associés correspondants ». Il a surtout publié des ouvrages à caractère philosophique : *philosophe* (Nancy 1775 et Paris 1776), *Questions philosophiques sur la religion naturelle* (1782), *Lettres critiques de plusieurs questions de la métaphysique moderne*, *Questions aux philosophes du* (1791), *-Condillac ou harangue aux idéologues modernes* (1801). Il a polémiqué avec le *Journal des Débats* et avec Mongin après sa *Nouvelle théorie des Etres* (1804), dans laquelle il avait dénoncé les erreurs de Condillac et de Voltaire. Il faut se garder de le confondre avec un autre Jean-Baptiste Aubry (1736-1813), qui a été député à la Constituante et évêque constitutionnel de la Meuse.

**Louis Simon Auger (1772- 1829)** est un écrivain connu, né à Paris le 29 décembre 1792, qui a été élu membre de l'Académie française 1816, lors de la « purge » qu'elle a subie au début de la Restauration. Il avait écrit en 1799 une comédie parade : *Arlequin odalisque*. Mais son principal titre à sa notoriété était le fait qu'il éditait, avec des notes et des notices historiques et littéraires, un très grand nombre d'auteurs devenus classiques. Il avait ainsi publié les *Directions pour la conscience du roi*, de Fénelon (1803), les souvenirs de Mme de Caylus (1804), des œuvres et des lettres de Mme de Lafayette et d'autres femmes célèbres

(1804 et 1805), les œuvres d'Hamilton (1805), de Duclos (1806), des lettres de Voltaire (1808) et de Mme de Maintenon (1808). On avait particulièrement remarqué son *Eloge de Boileau- Despréaux* (1805), qui a été couronné par l'Académie française et son *Eloge de Corneille* (1808). C'est Étienne Mollevaut qui a présenté sa candidature le 22 novembre 1806, en déposant sur le bureau un exemplaire de la *Vie de Madame de Maintenon* qu'Auger venait d'écrire. Il est devenu par la suite membre et même secrétaire perpétuel de l'Académie française en 1826. Il s'est signalé dans cette fonction comme un adversaire acharné de l'école romantique. Il s'est suicidé en se jetant dans la Seine, du haut du pont des Arts, le 2 janvier 1829.

**Laurent-Pierre Bérenger (1749-1822)** ne figure pas par erreur sur la liste de 1809, où il a été oublié. Il a en effet été reconnu associé correspondant le 5 juillet 1805 ; il l'était de droit, ayant déjà été associé de l'ancienne académie de 1784 à 1793. Né à Riez, en Provence, le 28 novembre 1749, il était devenu professeur de belles-lettres à Lyon, puis dans d'autres collèges tenus par les Oratoriens, à Troyes et Orléans et avait été admis comme membre associé à l'Institut. C'était un écrivain fécond, plutôt moralisateur. Il avait publié avant la Révolution *anecdotes recueillies dans les meilleurs auteurs* (1787) et *Anacha troubadour sur cet ouvrage* (1789). Dans son écrit *De la prostitution, cahier État à Paris* (1789), il stigmatise le relâchement des mœurs parisiennes. Pendant la Révolution, il écrit en secret les discours de Danton. Il a été ensuite professeur à l'école centrale de Lyon, puis proviseur du lycée de Lyon à sa création. En 1813, exploitant toujours la même veine et dans un but pédagogique, il publie *La Morale er la sagesse, à et à armer leur Histoire*. La couverture d'un dernier ouvrage, *les Soirées provençales* (1819) nous apprend qu'il était à cette date membre de nombreuses académies (Toulon, Marseille, Vaucluse, Nîmes, Bordeaux, Lyon, Rouen, Besançon, Colmar, sans compter celle de Nancy, qu'il ne mentionne pas). Il n'a d'ailleurs eu aucun contact avec la nouvelle académie de Nancy. Il est mort à Lyon le 26 septembre 1822.

**Bertrand** est censeur des études au lycée de Strasbourg. Il fait l'objet le 8 juin 1809 d'un rapport flatteur de Vautrin, qui le qualifie « d'écrivain profond et élégant ». Pfister lui donne pour prénoms les initiales J.-B. Panigot le qualifie d'« ancien professeur de législation, membre de l'Athénée des Arts ». Il a envoyé à l'académie deux dissertations grammaticales (7 mai 1809). Nous n'avons pas trouvé dans Quérard un littérateur qui pourrait lui correspondre. Il a écrit *Raison de la syntaxe des participes* (1809) et serait mort à Paris en 1815.

**Jean-Baptiste Biot (1774-1862)** est un physicien très connu, astronome et mathématicien, qui a été l'élève de Monge à l'école Polytechnique en 1794. Né le 21 avril 1774 à Paris, il s'est montré un élève particulièrement brillant. Après avoir servi dans l'artillerie, il est devenu professeur à Beauvais en 1797, puis au Collège de France en 1800. Il a été élu à l'Académie des sciences en 1803. Celle-ci l'a envoyé, cette même année, à L'Aigle, pour étudier les météorites tombées du ciel, dont il reconnaît l'origine dans l'espace sidéral. En 1804, il s'est rendu célèbre en participant avec Gay-Lussac à une ascension en ballon, mais il n'est monté qu'à l'altitude de 4000 m.

Géophysicien, il a participé à de plusieurs missions de géodésie, entre l'Espagne et les Baléares avec Arago en 1806, à Dunkerque en 1818, toujours avec Arago et en concertation avec les Anglais. Il a enseigné à la faculté des sciences de Paris tantôt l'astronomie, tantôt la physique et il a été doyen de cette faculté de 1840 à 1849. Il s'est consacré plus spécialement à l'étude de la polarisation de la lumière et le nom d'un minéral, la biotite, lui a été dédié.

Capable de s'intéresser à un très large éventail de questions, Biot offre aussi cette particularité étonnante d'avoir été membre de trois grandes académies parisiennes : outre l'Académie des sciences, ce fut l'Académie des inscriptions et belles-lettres, à la suite de son ouvrage sur l'astronomie des Egyptiens, en 1841, puis à la fin de sa vie, l'Académie française, qui l'a accueilli en 1856. En raison de ses multiples tâches, il ne pouvait guère communiquer avec l'académie. Mais il s'est tout de même souvenu d'elle en lui adressant des ouvrages en 1845 et 1860. Il est mort à Paris le 3 février 1862.

**Jean-Étienne Bonnin (1746-1810)**, homme de lettres à Neufchâteau, reçu comme associé correspondant le 1er mai 1806, serait resté inconnu de nous, sans les renseignements que nous a communiqués, le 28.11.2016, notre confrère Pascal Joudrier. Il est né à Langres le 28 janvier 1746. Fils d'un imprimeur, il a repris quelque temps l'imprimerie paternelle, de 1766 à 1774. Pendant la Révolution, il s'est installé à Neufchâteau auprès de sa sœur jumelle, qui était veuve de l'imprimeur Monnoyer ; il a été après Thermidor administrateur du district de Neufchâteau. Il avait été initié dans la franc-maçonnerie dès 1779 à Langres et a fait partie à Neufchâteau de la Loge de la Paix. Outre les recommandations dont il pouvait bénéficier par son appartenance maçonnique, il n'a dû son admission qu'à un recueil manuscrit de « poésies fugitives », dans lesquelles figure un *Discours en vers libres lu à la Société académique de Nancy* au mois d'avril 1806. Il y stigmatise les excès de la Révolution et célèbre la gloire de Napoléon : « Un héros demi-dieu / A pris pour nous sauver les rênes de l'Empire ». Une autre pièce de vers nous apprend qu'il a sollicité une « place de contrôleur de l'octroi à Paris ». Ce sont souvent des épigrammes ou des poésies de circonstance.

Deux lettres de lui figurent dans son dossier à l'académie. Dans la première, datée du 2 avril 1806, il explique : « M. Lamoureux fils, dont j'ai eu l'honneur de faire la connaissance, il y a environ un mois, pendant mon séjour à Nancy, a bien voulu se charger de me présenter à votre société, je lui ai adressé un petit recueil de poésies, extrait de mes Poésies fugitives ». Dans la seconde, écrite de Langres le 10 décembre 1806, il dit que son admission à l'académie lui a été annoncée à Paris par Lamoureux et qu'il a eu l'honneur de correspondre plusieurs fois avec lui ; mais il s'inquiète de ne pas avoir reçu son diplôme, sans doute en raison des déplacements qu'il a faits. Il demande à son correspondant de le rappeler au bon souvenir de Lamoureux et d'Amédée Rochefort.

**Louis-Pierre Bouvenot (1756-1830)**, docteur en médecine à Paris. Frère cadet d'un député à l'Assemblée législative, il était né à Arbois en 1756 et avait été successivement soldat, puis ecclésiastique, avant de se consacrer tardivement à la médecine. Grand vicaire de l'évêque métropolitain de l'Est, il avait été arrêté en 1796 comme complice d'un complot pour livrer Besançon au prince de Condé. S'étant enfui à Paris, il avait alors entrepris des études de médecine sur le conseil de Corvisart. Il avait publié en 1800 ou 1802 des *Recherches sur le vomissement, ses causes multiples, directes ou sympathiques, avec un* . Il collaborait en outre au *Dictionnaire des sciences médicales*. Il a été admis comme membre correspondant le 10 novembre 1808, à la suite d'un rapport de Serrières, qui fait état de son ouvrage sur le vomissement. L'Académie de médecine l'a élu comme membre honoraire en 1825. Il est mort le 1er juillet 1830 à Sens, ville où il exerçait la médecine.[27]

**Charles-François Brisseau de Mirbel (1776-1854)** est un botaniste, né le 27 mars 1776 à Paris, qui a commencé sa carrière comme aide-naturaliste au Muséum d'histoire naturelle de Paris. La publication en 1802 de son *ie végétale* a fait date : il est considéré comme le père de la cytologie végétale. Il est nommé en 1803 au poste très en vue d'intendant des jardins du château de la Malmaison. Au moment de son admission, il est aussi « professeur de botanique à l'Athénée de Paris ». Il est entré en 1808 à

[27] *la Grande Armée (Louis Lagneau)*, présenté par Frédéric Masson (1913), note p. 19.

l'Académie des sciences et a occupé une chaire de botanique à la Sorbonne. Après son *Histoire naturelle, générale et particulière des plantes* (1802-1806), il a publié en 1809 une *végétale*, puis de nouveaux traités d'anatomie et de physiologie végétale en 1813 et 1815. Il n'a pas eu de relations avec l'académie jusqu'à sa mort, survenue le 12 septembre 1854 à Champerret.

**Jean-Antoine Allouard Carny (v. 1751-1830).** Il est présenté le 20 mai 1809 par Braconnot comme un « chimiste distingué, qui a enrichi les arts de plusieurs procédés nouveaux ». Il le loue également d'avoir trouvé dans l'analyse des eaux des sources salées des résultats plus exacts que ceux de Nicolas. Carny a adressé à Mandel, qui présidait alors l'académie, une lettre de remerciement non datée, dans laquelle il se propose de concourir, « de tous mes faibles moyens, aux progrès des arts, de ceux surtout que la chimie peut éclairer et perfectionner ». C'est un personnage tout à fait remarquable, que sa modestie a laissé à l'écart de la notoriété qu'il aurait méritée. Il est né à Grenoble et avant la Révolution, il avait fondé à Lyon une fabrique d'acides minéraux. Entré dans l'administration des poudres et salpêtres, il a joué un rôle important à l'époque de la Convention, comme commissaire pour le raffinage du salpêtre et la fabrication de la poudre dans toute la France ; aux côtés de Guyton de Morveau, Fourcroy, Dufourny, Berthollet, Pluvinet, Monge, Hassenfratz, Perrier, il a participé aux « cours révolutionnaires », qui devaient former en un an les meilleurs élèves de l'école Polytechnique en l'an II. C'est lui qui a équipé les premiers laboratoires de chimie de cette école, avec le titre de « conservateur », c'est-à-dire préparateur général. Mais il a toujours eu envie de créer des établissements industriels. Sous la Convention, il avait monté la poudrière de Grenelle, qui approvisionnait les armées françaises. Après 1795, il se lance dans l'aventure de la fabrication de la soude industrielle. Dans sa lettre de démission à l'école Polytechnique, il évoque son désir de s'occuper de sa fabrique et « d'y former des ouvriers, ce qui exigera ma présence habituelle dans mes ateliers ». C'est en 1805 qu'il installe au sein de la saline de Dieuze, qui appartient à l'État, un atelier privé, pour valoriser le sel en fabriquant du phosphate et du carbonate de soude, selon de procédé découvert par Nicolas Leblanc. Il s'est retiré en 1825 en laissant son entreprise à son fils et est mort à Nancy le 31 janvier 1830, à 79 ans.

**Antoine-Jean-Didier-Jean-Baptiste Challan (1754-1831),** « législateur à Metz » a été membre du Conseil des Cinq cents à la fin du Directoire (16 avril 1798-26 décembre 1799). Né à Meulan le 19 décembre 1754, ayant fait carrière dans la magistrature, il y représentait la Seine-et-Oise et s'inscrivait parmi les partisans de Bonaparte. Il a été par la suite membre du Tribunat, puis du Corps législatif de 1807 à 1814. Il s'était particulièrement intéressé à l'agriculture. Il avait été membre et vice secrétaire de la Société centrale et royale d'agriculture, puis membre de la Société d'agriculture de Paris et auteur en 1802 devant cette société d'un rapport sur le perfectionnement de la charrue. Il était un partisan déterminé de Napoléon, qui l'a fait chevalier le 20 avril 1808. Mais, devenu député en 1814, il a été anobli par Louis XVIII, auquel il s'était rallié. Dans un opuscule intitulé *Du rétablissement de* (1815), il précise en sous-titre que ce rétablissement « ne peut s'opérer sans une certaine confiance dans le roi et sa famille, il ne peut se maintenir sans l'exacte observation de la Charte constitutionnelle ». Non réélu en 1816, il est rentré dans la vie privée et s'est entièrement consacré à des questions d'instruction primaire et d'agriculture. Les derniers travaux qu'il a envoyés à l'académie, peu avant sa mort, sont relatifs à la possibilité de faire lire les aveugles et à la culture de la pomme de terre. Il est décédé à Paris le 31 mars 1831. Nous ignorons pourquoi il se trouvait à Metz au moment de son admission.

**Marie-Gabriel-Florent-Auguste de Choiseul-Gouffier (1752-1817)** ne figure pas sur cette liste, bien qu'ayant été réintégré le 6 juillet 1805 comme associé correspondant ; il avait été membre honoraire de l'ancienne académie de 1784 à 1793. Dès ses études au collège d'Harcourt, il s'était passionné pour l'antiquité grecque. En 1776, il a participé au voyage de

la frégate Atalante, et visité le sud du Péloponnèse, les Cyclades, d'autres îles de la mer Egée et l'Asie Mineure. Ce fut la matière du premier volume de son *Voyage en Grèce* qui, bien illustré, connut un très grand succès (1780). Il est devenu alors membre de l'Académie des inscriptions en 1779, puis de l'Académie française en 1783. À cause de son émigration, il n'a pas été intégré à l'Institut en 1803 et n'a retrouvé son fauteuil à l'Académie française qu'en 1816.

Ambassadeur à Constantinople de 1784 à 1791, il n'a pas répondu à l'ordre de rappel en France qui lui était donné et il a préféré aller s'installer en 1792 en Russie, où il a été bien accueilli, devenant directeur de l'Académie des arts et de la Bibliothèque impériale. De retour en France après 1802, il a refusé les avances de son ami Talleyrand et est resté profondément monarchiste. Il a publié en 1809 le deuxième tome de son Voyage en Grèce, qu'il a offert à la Société des sciences de Nancy. Le troisième a été publié après sa mort, en 1822.

Il a terminé sa carrière comme ministre d'État et pair de France sous la Restauration. Il est mort à Aix-la-Chapelle le 20 juin 1817[28].

**Claude-François Denis (1762-1853)** est le fils d'un chirurgien de Commercy. Il a étudié au collège Saint-Claude de Toul, puis au séminaire de cette ville et a été ordonné prêtre en 1787. Acquis aux idées de la Révolution, on le voit se distinguer parmi les Amis de la Constitution, il prête les serments civiques et il est nommé en février 1791 vicaire général de l'évêque constitutionnel Aubry. Il a cependant des opinions plutôt modérées et travaille en 1792 à la réconciliation entre les habitants de Verdun, reprise par les Français après avoir bien accueilli les Prussiens. Revenu à Commercy, il rentre dans la vie civile et crée une imprimerie pour faire vivre ses parents et ses sœurs. Mais un arrêté de la Convention interdit aux anciens prêtres restés célibataires de résider dans les villes où ils ont exercé leur ministère. C'est ce qui le détermine à se marier, en 1794, pour vivre en bon chrétien tout en conservant son entreprise. Il n'a cependant reçu la bénédiction nuptiale, des mains de son ami Aubry, qu'après le Concordat, en 1803. À cette époque, il est encore, depuis 1800, maire de Commercy. Mais il démissionne de cette fonction pour se consacrer à son journal *Le Narrateur de la Meuse*, autorisé le 7 thermidor de l'an XII et qu'il a dirigé jusqu'au 30 juin 1830, date à laquelle il a été remplacé par l'Echo de l'Est. C'est en tant que journaliste qu'il a été admis comme associé correspondant le 10 décembre 1807 à la suite d'un rapport de Coster, qui a souligné la qualité du *Narrateur de la Meuse*. Il a fait bénéficier régulièrement l'académie des numéros de son journal qui pouvaient avoir un intérêt scientifique. D'idées libérales, Denis sait se montrer très prudent dans ses articles pour ne pas entrer en conflit avec les différents pouvoirs. Comme l'a dit son successeur, c'était un « observateur instruit », « attaché à la paix publique ». Il était franc-maçon depuis le début de la Révolution et a rempli après 1805 les fonctions d'orateur à la *Loge de la Parfaite Félicité* de Commercy. Il a revendu son journal en 1830 et son imprimerie en 1843.

Outre sa qualité de journaliste, Claude François Denis s'intéressait beaucoup à l'archéologie. Il était depuis 1808 membre de l'Académie celtique (devenue plus tard Société des Antiquaires) et a été chargé alors d'entreprendre les premières fouilles sur le site meusien de Nasium, qu'il a reprises plus tard en 1834. Son premier *Essai sur Nasium* a été analysé dans le Précis analytique de 1816-1818. Il a été à nouveau maire de Commercy de 1830 à 1835. Membre de plusieurs sociétés savantes lorraines ou nationales il a assisté aux congrès scientifiques de Reims, Metz-Trèves et Nancy, en 1845, 1846 et 1850. Il est mort à Commercy le 22 juillet 1853[29].

---

[28] Marie Nicolas Bouillet et Alexis Chassang, « Marie Gabriel Auguste de Choiseul Gouffier » dans le , 1878.

[29] H. Labourasse, « Note biographique de Claude François Denis », (1892), p. 81-115.

**Louis-Henri Delarue (1770-1855)**, secrétaire de la Société de médecine du département de l'Eure, a été admis comme associé correspondant le 12 mars 1807. Pharmacien à Evreux depuis 1798, il est aussi secrétaire du Bulletin médical du département de l'Eure, qu'il envoie régulièrement à Nancy. Plus tard, lorsque la Société de médecine aura fusionné avec deux autres sociétés locales, il deviendra le secrétaire perpétuel de ce nouvel, ensemble académique. Il a abandonné cette fonction vers 1840, mais l'incertitude a régné sur la date de sa mort, puisqu'il est alors considéré comme « absent » en 1842, ayant cessé de faire partie de la société avec laquelle il n'a plus de contacts. Mais dans le *Précis analytique -lettres et arts de Rouen*, dont il faisait aussi partie, on apprend qu'il est devenu juge de paix à Breteuil, où il est mort en mai 1855. « Ses connaissances variées et solides, l'honorabilité et la bienveillance de son caractère lui gagnèrent l'estime générale et lui firent conférer titres et fonctions »[30].

**Adrien-Cyprien Duquesnoy (1759-1808)**, un des maires de Paris (X^e^ arrondissement), admis le 8 mars 1806, ne figure pas sur la liste de 1809, car il était déjà mort à cette date. Né le 26 novembre 1759 à Briey, il avait été député aux États Généraux pour le bailliage de Bar-le-Duc. Maire de Nancy de février 1792 à août 1793, il avait été accusé de modérantisme et n'a échappé à l'échafaud que grâce au renversement de Robespierre le 9 thermidor. Il a continué sa carrière comme fonctionnaire au ministère de l'intérieur, mais a encouru la disgrâce de Napoléon, lorsqu'il a marié sans son accord son frère Lucien Bonaparte avec Alexandrine Bleschamp le 26 octobre 1803. Il s'est suicidé en se jetant dans la Seine le 3 mars 1808.

**Marie-Jacques-Joseph-Victorin Fabre (1785-1831)**, né à Jaujac (Ardèche) le 19 juillet 1785, est un homme de lettres parisien, professeur à l'Institution Sainte-Barbe et à l'Athénée de Paris. Il avait fait ses études à Lyon, avant de monter à Paris et il avait remporté plusieurs concours de poésie et d'éloquence. Il est surtout connu pour son *Eloge de Corneille*, qu'il envoie à l'académie en remerciement de sa nomination, qui aurait eu lieu le 25 mars 1808. Il a écrit également des éloges de La Bruyère (1810) et de Montaigne (1812). Plus tard, il a traduit en vers français les Satires de Juvénal (1825) et publié une *Vie de Fénelon*, qui constitue le premier volume des Œuvres complètes de cet écrivain (1826). Il est mort à Paris le 29 mai 1831.

**Pierre-René Flamant (1762-1833),** est professeur de médecine à Strasbourg, où il enseigne la clinique externe et l'accouchement. Né à Nantes le 29 août 1762, reçu docteur en médecine en 1788, il avait commencé sa carrière comme chirurgien militaire, avant d'être désigné comme professeur à la nouvelle école de médecine de Strasbourg à la fin de l'année 178+94. Sa présence parmi les correspondants de l'académie s'explique par le fait que Haldat est allé suivre des études de médecine à Strasbourg. Il est déjà assez âgé, puisqu'il fait état en 1816 de « trente et quelques années de pratique et de médication sur les accouchements ». Il avait publié à Paris en 1782 *Syntheses pharmaceuticae utriusque pharmaciae* (Synthèses de pharmacie), qui était probablement sa thèse. Il a collaboré au *Dictionnaire des sciences médicales* (1812) et publié en 1816 un *Mémoire pratique sur le forceps*, dans lequel il explique longuement ses déboires et son échec en 1810 à Paris pour succéder à Baudeloque dans sa chaire. Il a offert des ouvrages à trois reprises : un *Eloge de Joseph Noël, docteur en médecine* (12 janvier 1809) ; *césarienne* (12 décembre 1811) ; *Mémoire pratique sur le forceps* (29 août 1816). Il est mort à Strasbourg le 7 juillet 1833[31].

**Philippe-Jacques-Étienne-Vincent Guilbert (1763- ?),** membre de la Société d'émulation de Rouen, qui résulte de la fusion d'une première société d'émulation avec le Lycée libre de la ville. C'est à ce titre qu'il est admis sans examen le 30 avril 1806, après qu'il

---

30 *-lettres et arts de Rouen*, 1854-1855, p. 145-146.

31 , déjà cité, tome I, p. 506.

ait fait parvenir un *Éloge de M de Fontenay*, ancien maire de Rouen et sénateur, qu'il a prononcé comme président de cette société. On fait état le 15 janvier 1807 de trois ouvrages très différents qu'il vient d'envoyer : des Observations sur le *Populus deltoïdes* en réponse à ce que Willemet venait d'écrire dans le *Précis* de 1806 ; un discours sur le nécessité de l'allaitement des jeunes enfants par leur mère et un autre discours prononcé à Rouen à la clôture de l'examen d'admission à l'Ecole polytechnique. Le 12 février 1807, Willemet fait un long rapport sur le Peuplier pyramidal d'Italie, qu'on appelle de nos jours *Populus fastigiata*. Il dit qu'il a pensé devoir s'étendre sur cette notice, « parce que les auteurs latins, ni anciens, ni modernes, ne l'ont pas décrit sous le nom de *Populus deltoïdes* ». En fait, Guilbert n'est pas un botaniste spécialiste et la plupart de ses travaux sont de caractère littéraire ou académique (éloges divers, dont un du général Joubert et un autre de Jeanne d'Arc). Nous n'avons pas pu retrouver dans l'état-civil de Rouen la date de sa mort.

**Le comte Louis de Jaubert (1764-1823)**, bibliothécaire à Metz, était né à Thionville le 19 février 1764. Il a traduit de l'allemand l'ouvrage de Robert de Spallart : *Tableau*

*moyen âge* (Metz, 1804-1809, 7 volumes). Il était aussi le propriétaire du *Journal de la Moselle*, qu'il a cédé à Devilly en 1819. Il a été admis le 9 juillet 1807, à la suite d'une lettre qu'il avait été envoyée ; il n'y a pas eu de rapport, car sa candidature a été approuvée aussitôt par le président et par plusieurs membres[32].

Labouisse, homme de lettres à Paris. Son nom complet est **Jean-Pierre de Labouisse-Rochefort (1778-1852)**. Il est né à Saverdun le 4 juillet 1778 et mort à Castelnaudary le 21 février 1852. Il est ancien élève de l'école royale militaire de Sorèze. Considéré sous le Directoire comme royaliste, il a trouvé après 1810 un emploi dans l'administration des finances. Il rédige ses ouvrages en collaboration avec son épouse **Eléonore** (1787-1833), et le procès verbal manuscrit du 8 mars 1806 dit qu'on leur a accordé à tous les deux la qualité de correspondant, sans examen particulier, parmi plusieurs personnes « distinguées et d'un mérite éclatant ». Mais en ce qui concerne la femme, cette décision symbolique n'a été suivie d'aucun effet : elle ne figure sur aucune des listes d'associés correspondants et quand Soyer-Willemet a recensé, en marge des procès verbaux, les noms des nouveaux élus, il n'a retenu que le mari. Il est d'ailleurs possible que l'académie ait regretté son choix. Ses ouvrages cités, dont le principal est le *Petit voyage sentimental* de 1828, sont très postérieurs à son admission.

**François-Jean-Gabriel de La Porte du Theil (1742-1815)**, est un helléniste et il est membre de l'Institut depuis 1795, ayant déjà appartenu dès 1770 à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il s'était fait connaître par sa traduction de l'*Orestie* d'Eschyle (1770) et par celle des *Hymnes de Callimaque* (1775). Avant la Révolution, il avait longtemps séjourné en Italie. Il était conservateur à la Bibliothèque nationale et s'occupait principalement de la publication de textes grecs anciens.

**Pierre-David Lemazurier (1775-1836)** est homme de lettres à Paris. Il s'intéresse surtout à l'histoire du théâtre français et il a publié en 1810 une *Galerie historique des acteurs du théâtre français de 1600 à nos jours*. Il a été admis dans la séance du 25 mars 1808. L'académie a conservé la lettre de remerciement qu'il lui a adressée après son admission. Elle est datée du 2 juin 1808. Il y dit qu'il a reçu son diplôme par les mains de Mollevaut fils, son confrère et son ami ; il dit n'avoir fait imprimer jusqu'ici que « dans différents recueils publiés à Paris ». Il fait état de son appartenance à la Société philotechnique, à l'Athénée des arts, à la Société académique des sciences, à la Société libre des sciences, lettres et arts.

**Charles-Léopold Mathieu**, chimiste à Nancy, ne figure que sur cette liste à titre transitoire, puisqu'il est appelé à devenir titulaire.

---

[32] Guillaume Ferdinand Teissier, *Essai philologique sur les commencements de la typographie à Metz et sur les imprimeurs de cette ville*, Metz, 1828, 293 pages.

**Montbel** s'appelait en réalité **Jean-Baptiste Dugas Montbel (1776-1834)**, il était homme de lettres à Lyon et membre de l'académie de cette ville depuis 1803. Né à Saint-Chamond, le 11 mars 1776, il a fait ses études chez les Oratoriens, servi dans les armées de :la Révolution, puis travaillé dans la maison de le commerce familiale, en profitant de ses déplacements à Paris pour compléter sa culture. C'est en 1810 qu'il a décidé d'abandonner le commerce, pour devenir helléniste. Il s'est fait connaître par des traductions de l'Iliade et de l'Odyssée, de 1815 à 1825. Mais son admission à l'académie de Nancy est antérieure ! Il représente un cas particulier, dans la mesure où, avant d'être associé, il a été admis à lire en séance, le 27 juillet 1807, « un écrit de sa composition sur le cours de littérature de Laharpe ». Après l'avoir entendu, plusieurs membres ont demandé son admission, qui lui a été accordée séance tenante. Il est devenu associé libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1830, et a fait une brève carrière politique comme député du Rhône, de 1830 à sa mort, survenue à Paris le 30 novembre 1834.

**Claude-Toussaint-Guillaume-Benoît Rochard (1746-1835),** né à Meaux, où il a exercé la médecine, est professeur de médecine à Strasbourg, et à ce titre, pendant sept ans, « président des jurys médicaux des départements de l'arrondissement de l'école de médecine de Strasbourg ». Dans le *Programme du cours des maladies épidémiques*, qu'il donne en 1804 à l'ouverture de son enseignement, il rappelle qu'il a été médecin chef des armées de terre et de mer aux Indes orientales pendant « la guerre pour la liberté de l'Amérique ». Il déclare modestement à ses étudiants : « Appelé à l'enseignement à l'âge où l'on a déjà beaucoup oublié, et n'ayant pu acquérir l'habitude et la facilité de professer, je m'estimerai encore heureux si je puis vous diriger vers les connaissances si nécessaires des maladies épidémiques ». Dans une lettre de remerciement à l'académie du 31 janvier 1806, adressée à Haldat qui, rappelons-le, a passé sa thèse à Strasbourg, il écrit : « Je regrette que mon âge de 60 ans et des travaux continuels attachés à mes fonctions me privent de l'avantage de lui offrir de temps en temps un tribut de mémoires qu'elle est en droit d'exiger de ses membres ». Il annonce tout de même son intention d'envoyer sous peu un extrait de son *Voyage aux Indes orientales*, « qui a pour objet principal l'exposition des maladies auxquelles sont exposées les marins dans les voyages au long cours, ainsi que les passagers, celles qui sont endémiques et épidémiques, dans les pays que j'ai parcouru depuis les îles du Cap Vert jusqu'à la Côte Coromandel ». Il est dommage que ce projet n'ait pas eu de suite, il aurait permis d'élargir encore davantage les horizons de l'académie. Dans la troisième édition de son Programme, parue en 1824, alors qu'il est à la retraite, il nous apprend qu'il est devenu « médecin consultant de SAS Mgr le duc de Bourbon, prince de Condé » et qu'il est le doyen des « chevaliers de Saint-Michel ». Il est devenu correspondant de l'Académie de médecine en 1825. Nous donnons les dates de sa naissance et de sa mort d'après le CTHS.

**Casimir Rostan (1773-1837)**, homme de lettres à Marseille. Il était secrétaire perpétuel de la classe de lettres et d'histoire et de celle de beaux-arts à l'académie de Marseille. Né à Marseille dans une famille de commerçants, il a étudié au collège de Tournon et manifesté dès sa jeunesse des aptitudes très éclectiques. Ayant opté d'abord pour la botanique, il a parcouru le Vivarais. Mais son père, qui avait des intérêts au Levant, l'a envoyé faire un long voyage en Orient : il a visité Constantinople, puis l'Arménie et enfin les îles grecques. A son retour en France, il vit quelque temps à Paris, mais les orages politiques le conduisent à revenir à Marseille, où il participe à la reconstitution de l'académie de la ville, sous le nom de Lycée des sciences et des arts. Il a rédigé peu d'ouvrages importants, mais des rapports, des notices biographiques, des observations diverses, dans les *Mémoires de* , entre 1802 et 1813. Certains de ses travaux ont porté sur l'histoire et la géographie de Marseille et de la Provence et il y a lu une *Instruction sur la fabrication du sucre de raisin*, qu'il a offerte à l'Académie des Sciences de Paris (1808). La Notice nécrologique que J.-B. Lautard lui a consacrée ne masque pas ses insuffisances : d'une

prodigieuse érudition, il manquait de constance dans ses travaux et son caractère est devenu de plus en plus difficile, au point qu'après avoir exercé un pouvoir quasi dictatorial sur l'académie de Marseille, il l'a abandonnée pour aller vivre à Paris après 1815. Dans la capitale, il a collaboré activement au *Journal de la Société de la morale chrétienne* et soutenu activement la cause du peuple grec contre l'oppression des Turcs (1823).

**Nicolas Saucerotte (1741-1814)**, chirurgien à Lunéville, aurait dû figurer sur la liste des correspondants depuis longtemps. C'est du moins ce qu'affirme Haldat, le 25 mars 1805, lorsqu'il déclare : « Il avait été résolu à la formation de la société d'admettre M Saucerotte… Par oubli ou autrement, il n'avait pas reçu de diplôme, il a été arrêté qu'il lui en serait envoyé un en forme de duplicata ». On peut s'étonner de cette procédure, adoptée peut-être pour ménager la susceptibilité du candidat : on n'avait pas seulement oublié de lui envoyer son diplôme, mais aussi de l'inscrire sur la liste ! Il était né le 10 janvier 1741 à Lunéville, où son père était maître des gabelles. Après un bref passage chez les Jésuites, il avait suivi les cours d'un chirurgien local, avant d'entrer en 1759 à la faculté de médecine de Strasbourg. Il avait fait successivement une carrière de chirurgien militaire, de 1760 à 1762, puis de chirurgien civil à Lunéville. Son premier ouvrage : *Examen de plusieurs projets et usages abusifs*, qui traitait surtout de gynécologie, avait été couronné par la Société royale de Nancy le 8 mai 1776. Il avait également remporté un prix de l'Académie royale de médecine de Paris, dont il était devenu correspondant. Redevenu en 1779 chirurgien militaire, il avait fait campagne en 1792 comme chirurgien major dans l'armée de Sambre et Meuse et était devenu en 1796 inspecteur général du Service de santé des Armées. Il avait pris sa retraite à Lunéville, où il continuait un service à l'hôpital Saint-Jacques. Il est mort à Lunéville le 15 janvier 1814 et Haldat a lu son éloge à la séance publique du 18 août 1814 de la Société royale des sciences, belles-lettres et arts de Nancy[33].

**L'abbé Pierre Sigorgne (1719-1809)**. Né à Rembercourt-aux-Pots, il avait étudié à l'université de Pont-à-Mousson avant d'aller à Paris, où il s'était fait connaître comme un physicien soutenant la théorie de Newton contre les idées de Descartes. Son inscription est un rattrapage tardif : il avait figuré parmi les plus anciens associés de la Société royale des sciences et belles-lettres de Nancy et on avait oublié de l'intégrer dans la nouvelle société. Il n'a pas profité de cette rectification, puisqu'il est mort en 1809 à Mâcon[34].

**Strack**, docteur en médecine à Mayence, n'est plus le Charles Strack qui avait été associé dès 1802 ; c'est son fils, qui a annoncé le décès de son père dans la lettre lue le 12 mars 1807, par laquelle il remerciait aussi pour sa propre nomination.

**Guillaume-Ferdinand Teissier (1779-1834**), chef de bureau à la préfecture de Metz. Il est l'auteur d'une *Histoire de Thionville*, Metz 1828 et d'un *Essai philologique sur les commencements de la typographie à Metz* (Metz, 1828).

Vimont Pierre, docteur en médecine à Château-Salins, comme Mathieu, ne figure sur la liste qu'à titre transitoire, puisqu'il deviendra titulaire après la fixation de sa résidence à Nancy.

Dans la catégorie des <u>membres associés étrangers</u>, les modifications ont été peu nombreuses en apparence. Le botaniste suédois Vahl, dont Willemet avait prononcé l'éloge, a évidemment disparu ; il a été remplacé numériquement par Gabriel Henry, un ecclésiastique français qui était docteur en philosophie et en théologie, professeur à Iéna et membre de la société minéralogique et de la société latine de cette ville. Mais une difficulté apparaît en ce qui concerne **Grüner**. Le père et le fils remplissaient les mêmes fonctions à Iéna. Le père

---

[33] Joseph Delestre, « Nicolas Saucerotte de Lunéville, lithotomiste et chirurgien des armées », communication du 16 avril 1999, (1998-1999), p. 323-333.

[34] Martial Griveaud, « Un physicien oublié du XVIIIe siècle : l'abbé Pierre Sigorgne de Rembercourt-aux-Pots », (1935), fasc 1, p. 77.

avait été associé à l'académie dès le 16 juin1804, le fils a été admis à son tour le 29 décembre 1804, et à cette occasion, le père et le fils écrivent séparément à l'académie le 17 septembre 1805 pour la remercier de cette faveur. Dans la liste de 1809, un seul nom, figure : est-ce parce que le père est mort, ce qui paraît probable, ou les a-t-on confondus tous les deux en une seule personne ?

**Gabriel Henry (1752-1835)** était un prêtre né à Nancy, qui avait été nommé en 1785 curé de Laneuveville-devant-Nancy. Ayant quitté la France pendant la Révolution, il était arrivé à Iéna en 1795. C'était une ville protestante, mais le duc de Saxe-Weimar voulait attirer des catholiques dans son université ; c'est pourquoi il confia à l'abbé Henry la direction d'une paroisse catholique. Lorsque les troupes françaises entrèrent à Iéna le 13 octobre 1806, il intervint auprès de l'Empereur pour empêcher le pillage de la ville. Lors du traité de Posen, en décembre 1806, entre Napoléon et divers princes allemands, il fit insérer un article qui garantissait aux catholiques l'égalité civile et la liberté religieuse dans tous leurs états. On lui confia une chaire à l'université de la ville. C'est en cette qualité de professeur d'université qu'il a été recruté comme associé correspondant par l'académie. Dans le discours qu'il envoie en remerciement, il évoque les séances de l'académie de Nancy, auxquelles il a assisté dans sa jeunesse et qui ont éveillé sa vocation. « Solignac, Tervenus, Husson daignèrent m'admettre dans leur intimité ; leurs leçons firent impression dans un cœur épris de leurs bontés ; c'est à leur conseil, plus encore à, leur exemple, que je dois l'heureuse habitude d'entremêler la méditation des ouvrages de goût aux travaux moins attrayants des sciences abstraites ». Mais sa popularité à Iéna s'est évanouie lors de l'arrivée en 1813 des troupes prussiennes, qui le considérèrent comme un espion. En avril 1815, il dut quitter Iéna et se retirer en Bavière, où il enseigna de 1818 à 1830 au lycée d'Aschaffenburg. On remarquera que malgré son origine lorraine, il a été considéré comme associé « étranger » : c'est en effet le lieu de résidence et non la nationalité qui est pris en compte[35].

**De nouveaux associés, de 1809 à 1814.**

Les événements politiques ralentissent un peu le recrutement de l'académie, comme son activité en général, mais n'entraînent pas d'interruption complète. C'est d'autre part une période au cours de laquelle elle a tendance à se montrer de plus en plus sélective : il y a de plus en plus de travaux signalés et même analysés, qui pour des raisons diverses, n'aboutissent pas à une admission.

Le 15 février 1810, **Xavier Girault (1764-1823)** envoie quatre opuscules, relatifs à des antiquités de la Bourgogne, ainsi qu'une lettre dans laquelle il semble manifester le désir d'être reçu comme correspondant. Michel Berr, chargé d'en faire le rapport, intervient devant ses confrères le 12 avril suivant : ils sont pleins « de recherches aussi curieuses que de descriptions savantes ». Il revient à la charge le 12 juillet 1810 avec deux nouveaux ouvrages. La décision en sa faveur n'intervient que le 23 août 1810, après un second rapport favorable de Michel Berr. Il est né à Auxonne le 13 avril 1764, a été nommé maire d'Auxonne en 1801 et est devenu juge de paix à Dijon en 1809. Son décès, le 5 novembre 1823, a été annoncé à l'académie par une lettre de son fils, avocat à Dijon.

Girault se montre un correspondant particulièrement fidèle : il envoie encore le 6 juin 1811 deux brochures sur l'ancienne ville de Dittation et sur le lieu du supplice de la reine Brunehaut. Berr rapporte encore sur lui le 23 mai 1812. Il récidive encore le 9 juillet 1812, puis en 1813. De 1810 à sa mort, il a fait parvenir 22 ouvrages, sur des sujets très différents, mais ayant tous un rapport avec la Bourgogne. On peut les classer en quatre groupes : des travaux d'archéologie, les seuls qui aient intéressé l'académie et sur lesquels elle a voulu entendre des rapports ; des travaux sur des points d'histoire allant de l'Antiquité à la

[35] E. Duvernoy, « Un prêtre lorrain curé d'Iéna », *Le Pays Lorrain* (1907), p. 363-365.

Renaissance, des travaux d'histoire littéraire, des travaux d'histoire et de «statistique » portant sur Auxonne, sur Dijon et sur le département de la Côte d'Or.

Le 12 avril 1810, c'est **Claude Balme (1766-1850)** qui, à son tour, envoie deux ouvrages à caractère médical, écrits en latin, accompagnés d'une lettre : la société charge son secrétaire de lui écrire « pour qu'il s'explique d'une manière plus précise sur la demande qu'il paraît faire du titre d'associé correspondant ». La lettre expresse de candidature de Balme ne parvient finalement que le 14 février 1811. On apprend à cette occasion qu'il est docteur en médecine à Lyon et secrétaire de la Société de Médecine de Lyon, dont il a analysé dans une séance publique les travaux des deux dernières années. Il est admis aussitôt et sans débat. Né à Belley, il a fait ses études de médecine à Montpellier, il a vécu deux ans en Amérique comme chirurgien militaire et à son retour en France est devenu « chef des ambulances actives de l'armée de Lyon en 1793 ». Médecin de l'armée d'Orient, il a publié notamment en 1806 des *Observations et réflexions sur le scorbut en Egypte*. Ses principales publications ont été beaucoup plus tardives : elles ont porté entre 1819 et 1846 sur le scorbut et sur les maladies contagieuses, comme la peste et la fièvre jaune (*Observations sur la contagion dans* , 1822). À propos de cette dernière, il souligne que la maladie requiert deux conditions pour se développer : un contact contagieux et un climat chaud et humide. Né à Belley le 8 novembre 1766, il a vécu jusqu'en 1850, sans avoir d'autre contact avec l'académie[36].

La procédure est beaucoup plus expéditive pour **Étienne Pseaume (1761-1828)**, qui avait envoyé un éloge de dom Aubry en janvier 1810. Il est reçu le 10 mai 1810 à l'association « qu'il avait sollicitée par écrit et méritée par ses titres littéraires ». Il est vrai qu'il s'était déjà signalé à l'attention de l'académie au moment de sa création, en déplorant l'absence sur ses listes de l'abbé Lionnois. C'est peut-être parce qu'on connaissait son caractère difficile, que l'académie  attendu pour l'admettre qu'il ait quitté Nancy !

La vie d'Étienne Psaume a été mouvementée. Il est né à Commercy le 21 février 1769. Destiné à l'église, il a reçu les ordres mineurs à Paris, mais dès le début de la Révolution, il quitte son collège et il écrit un premier pamphlet républicain en 1792. Quand il revient à Commercy, il est quelque temps procureur syndic du district, mais son caractère trop raide fait qu'il démissionne assez vite. Après la mort de sa première femme, en 1801, il va se fixer à Nancy, où il ouvre une librairie et un cabinet de lecture. Il fait une première expérience journalistique en créant en 1807 le Journal de la Cour d'appel de la Meurthe, de la Meuse et des Vosges, qui sera interdit l'année suivante. Au moment où il est reçu comme associé correspondant, il habite à nouveau Commercy et il s'est remarié avec une seconde épouse, dont l'infidélité sera à l'origine d'une partie de ses malheurs.

Il a offert à l'académie l'éloge de l'abbé Lionnais (1807) et celui de dom Aubry (1810). Son *Dictionnaire bibliographique* de 1824 est considéré comme un plagiat.

Sous la Restauration, il brigue en vain une place de juge de paix et revient momentanément à Nancy, pour y relancer en 1820 le Journal de la Meurthe, qui traverse une crise. Mais la mort de sa fille Cornélie, qui lui laisse la tutelle de ses trois jeunes enfants, le rappelle en 1821 à Commercy. Après plusieurs incendies suspects de sa maison, il a été assassiné par ses deux gendres, sur la route de Boucq à Commercy, le 27 octobre 1828[37].

**François Pellet (1782-1830)** est connu de longue date de l'académie. Ce jeune homme, ancien élève de l'école centrale de la Meurthe, avait eu déjà l'honneur d'être admis en séance pour lire un ouvrage de sa composition. Il avait en outre fait lire le 8 juin 1805, par

---

[36] Alain Segal, « Claude Balme, un soignant à l'expédition d'Egypte », *Histoire des sciences médicales*, tome XLVIII, n° 3, 2014, p. 379-388.

[37] Jean Paul Fontaine, dit le Bibliophile Rhemus : Le dictionnaire bibliographique de Psaume, publié sur internet le dimanche 8 décembre 2013. On peut hésiter sur l'orthographe de son nom : son acte de baptême porte Pseaume, mais tous les membres de sa famille se sont appelés Psaume.

Rochefort, une pièce de vers pour laquelle on l'avait complimenté. Le 5 juin 1810, on confie à Lamoureux aîné le rapport sur , qu'il vient d'envoyer. Il est accepté le 12 juillet 1810. Il exerce la profession d'avocat à Epinal. C'est sous le titre du *Barde des Vosges* qu'il a publié en 1829 un recueil de ses œuvres poétiques. On en trouve aussi un certain nombre dans les Mémoires de la Société d'émulation du département des Vosges à Épinal. Il est mort le 13 février 1830, regretté pour ses vertus privées autant que pour son talent.

Contrairement aux précédentes, l'admission de **Christophe Alexandre Mathieu de Dombasle (1776-1843)** a été beaucoup plus rapide : lorsque le 12 juillet 1810, sa candidature est annoncée, accompagnée d'un , il est aussitôt admis. Il remercie en faisant parvenir un nouveau mémoire sur l'*Analyse des eaux potables de la ville de Nancy*. Mandel en rend compte de manière élogieuse le 13 décembre suivant. C'est l'amorce d'une collaboration avec l'académie, qui sera très active jusque vers 1820

Né le 26 février 1777, il appartenait à une famille distinguée de Nancy : son grand père, Nicolas Mathieu, anobli en 1724, avait terminé sa carrière comme grand maître des eaux et forêts de Lorraine et il avait transmis cette charge à son fils Jean-Antoine Mathieu ; ce dernier avait pris le nom de Dombasle, non pas à cause de la ville de Dombasle, mais du nom de la terre de Dombasle, qu'il avait achetée sur les bords de la Seille, près de Pont-à-Mousson. Il a commencé ses études secondaires au collège Saint-Symphorien de Metz, mais les a terminées à Nancy, sous la conduite de l'abbé Hubert Vautrin. La Révolution ayant aboli les maîtrises des eaux et forêts, il ne pouvait plus succéder à son père ; sa mauvaise vue l'empêche de faire une carrière militaire ; il apprend les langues vivantes, la chimie et les sciences naturelles ; il complète sa formation à Paris, où il tombe malade. De retour à Nancy, il se marie, mais perd sa femme après qu'elle lui ait donné deux enfants. Il continue à étudier et sa connaissance des langues vivantes lui permet de lire et de traduire les ouvrages de chimie agricole et d'agronomie, qui paraissent en anglais ou en allemand et qui font alors autorité.

C'est à cette époque qu'il publie ses premiers travaux, qui portent sur l'analyse chimique des eaux, sur la préparation du salep, sur les plantes qui fournissent le plus de potasse. Mais il ne veut pas être simplement un théoricien ; il souhaite devenir un praticien. Le blocus continental lui en fournit l'occasion : privée par les Anglais du sucre de ses colonies, la France est obligée d'en fabriquer avec des plantes cultivées sur son propre sol. Il se lance alors, dans son domaine de Montplaisir, aux portes de Nancy, dans la fabrication en grand du sucre de betterave, mais il est ruiné lors de la chute de Napoléon et du retour de la paix. Il ne lui reste que sa notoriété et ses connaissances d'agronome ; elles lui permettent de devenir, le 4 décembre 1820, le premier président de la Société centrale d'agriculture de la Meurthe, lorsque celle-ci est constituée par le préfet du département.

Il va aussi rebondir, grâce à l'aide d'Antoine Bertier, qui met à sa disposition en 1822 son domaine de Roville, pour qu'il puisse y établir un Institut agricole. Celui-ci, qui accueille des élèves français et étrangers, âgés de 18 ans, qui participent à l'exploitation de la ferme tout en étudiant l'agronomie. Le succès fut immédiat, et le renom de l'école assuré par une remarquable publication, les Annales de Roville.

La formation de la Société centrale et surtout l'installation à Roville coïncident avec la fin de la collaboration directe de Mathieu de Dombasle avec l'académie. Mais il a tout de même envoyé très régulièrement ses publications, signalées dans les Précis ou les Mémoires de 1811 à 1843. Il a été un des correspondants les plus assidus de l'académie. Cela justifie

qu'à sa mort, survenue le 27 décembre 1843, l'académie ait souscrit pour la statue qui lui a été élevée[38].

À la fin de l'année 1810, Haldat lit à ses confrères une liste de « quelques uns de nos anciens compatriotes qu'il se rappelle avoir été oubliés lors de la formation de l'académie ». Il leur demande, avant de clore cette liste, d'ajouter les noms de ceux dont ils se souviendraient. Nous n'avons pas l'impression que cette recherche ait été fructueuse, ceux qu'on a dû retrouver étaient sans doute morts à cette date.

Le même jour, l'académie reçoit la candidature du **baron René-Nicolas Dufriche Desgenettes (1762-1837)**, accompagnée de son discours devant la Société de médecine de Paris, dont il est secrétaire. Cette candidature est, nous dit-on, « appuyée par le maire de Nancy ». Serrières fait son rapport sur ce discours le 4 avril 1811, et il est admis à cette date.
Fils d'un avocat au Parlement de Rouen, Desgenettes est né à Alençon le 23 mai 1762. Il a étudié au collège des Jésuites de cette ville, puis à Sainte Barbe et au collège du Plessis, à Paris. Suivant les cours du Collège de France, il s'est formé auprès de Pelletan et Vicq d'Azyr. Ses études l'ont conduit aussi à Londres et pendant quatre ans en Italie. A son retour en France, il a été reçu docteur de la faculté de médecine de Montpellier en 1789, avec une thèse intitulée : *Essai physiologique sur les vaisseaux lymphatiques*. Partisan des Girondins, il a dû fuir Paris pour Rouen et finalement s'engage dans l'armée de la Méditerranée, où il fait la connaissance de Bonaparte, qui facilitera la suite de sa carrière. Médecin au Val de Grâce en brumaire an IV, il est nommé médecin chef de l'armée d'Orient, chevalier de la légion d'honneur dès le 25 prairial an XII, inspecteur général du Service de santé des armées en 1804, médecin chef de la Grande Armée en 1807, chevalier, puis baron d'Empire en 1810. Il n'a fait parvenir à Nancy que deux travaux, de caractère académique : un discours à la Société de médecine de Paris et une Notice sur la vie d'un confrère. Il a été élu tardivement membre de l'Académie des sciences, sous la Monarchie de Juillet (1830). Il est mort à Paris le 3 février 1837. Quand sa mort est signalée, l'académie évoque l'expédition d'Egypte, où il s'était particulièrement illustré par sa science et par son courage.

La réputation du docteur **Jean-Baptiste Mougeot (1776-1858),** docteur en médecine et excellent botaniste à Bruyères était déjà bien établie. Lorsque le 7 mars 1811, Lamoureux fait un rapport sur le mémoire que Mougeot a consacré aux sapins des Vosges et sur l'herbier de plantes des Vosges qu'il offre à la société, plusieurs voix se lèvent pour recommander son admission, qui est aussitôt acceptée. Il était né le 25 septembre 1776 à Bruyères. Il avait étudié d'abord au collège des Cordeliers de Vieux Brisach et continué ses humanités à Fribourg-en-Brisgau et à Bâle. Après avoir suivi les cours de l'école de médecine de Strasbourg, de 1798 à 1802, il avait servi en Allemagne comme chirurgien aux armées. A son retour, il s'était installé comme médecin à Bruyères. Il avait comme spécialité l'étude des cryptogames : algues, mousses et lichens. La connaissance excellente qu'il avait de l'allemand lui avait permis de s'initier à cette branche de la botanique, développée en Allemagne, mais peu courante en France. Il entretenait des relations étroites avec plusieurs académiciens, qui recouraient à ses services ou faisaient des excursions en sa compagnie. C'était une personnalité locale particulièrement estimée : il a été conseiller général des Vosges de 1833 à 1858. Mais sa réputation dépassait largement aussi les frontières de la France : il était en correspondance avec de nombreux savants européens[39].

Le 4 juillet 1811, deux nouveaux associés sont proclamés. L'un n'avait pas été mentionné auparavant : il s'agit de **François Dumont (1751-1831)**, un peintre qui avait

---

[38] Fabien Knittel, « Mathieu de Dombasle, agronomie et innovation, 1750-1850 », thèse soutenue à l'Université de Nancy II, 4 juillet 2007. Haldat, « Discours pour l'inauguration de la statue de Mathieu de Dombasle, 9 septembre 1850 », *de Stanislas* (1850), p. CLXXI

[39] Paul Fliche, « J.-B. Mougeot », discours de réception, (1879), p. XIV-XLII.

appartenu à l'ancienne académie de peinture et de sculpture de Paris. Il remercie dans une lettre lue le 8 août suivant, en envoyant un tableau représentant La Paix sous l'égide de la Victoire. La société décide qu'il sera placé dans la salle ordinaire de ses séances. Né à Lunéville le 7 janvier 1757, il a perdu son père à l'âge de 17 ans et il s'est rendu à Paris, puis en 1784 à Rome, où il s'est perfectionné dans l'art de la miniature. Il a réalisé un portrait en miniature de la reine Marie-Antoinette (1790) et de presque tous les personnages importants de cette époque, et il a été admis le 26 avril 1788 à l'Académie des Beaux-Arts. On lit dans le Précis analytique des travaux de 1819-1823, p 132 : « M. Dumont, peintre de SM Marie-Antoinette, a fait graver un portrait en pied de cette belle, aimable et trop malheureuse reine, d'après la miniature originale qu'il en avait faite. Elle orne déjà depuis longtemps les cabinets des amateurs et des bons Français. Le même artiste a enrichi l'académie du portrait de son premier maître, Girardet, peintre de Stanislas. Ce portrait copié par lui-même sur l'original, qu'il possède, non seulement offre une ressemblance parfaite, jointe à une décoration savante, mais encore il est embelli de l'image de Stanislas, auquel Girardet a si souvent consacré son talent ». François Dumont est mort à Paris le 27 août 1831.

L'autre est une personnalité locale. Il s'agit de l'agronome **Antoine Bertier (1769-1854)**. Il venait de se signaler à la séance publique du 20 juin 1811 en remportant avec Letemple le concours organisé par l'académie sur les causes de la pénurie de bois dans la Meurthe et les remèdes à y apporter. Antoine Bertier, né à Nancy le 24 septembre 1761 est un esprit original, dont la formation a été atypique. Son père, qui était commerçant, l'a envoyé faire son éducation en Hollande, puis près de Hambourg, chez d'autres commerçants avec lesquels il était en affaires. A l'âge de vingt ans, pour faire fortune plus vite, il est allé aux Antilles. Grâce à un prêt qui lui a été consenti, il a pu acquérir en huit ans une fortune assez considérable, mais dont il n'a conservé qu'une petite partie après son retour en France, en raison de la révolte des esclaves de Saint-Domingue, où il avait ses propriétés. Sur le conseil d'amis, il décide alors de se consacrer à l'agriculture, et il reprend en 1791 la terre de Roville, qu'il agrandira par la suite. Il a choisi exprès un domaine où il n'existe qu'une seule pièce de terre cultivée, et où tout le reste est formé de grèves caillouteuses et de marais et il pratique une politique de bonification qui en fait au bout de quelques années un domaine très prospère.

Cette réussite éclatante lui vaut une réputation qui dépasse bientôt les limites du cercle local. Choisi comme juge de paix à Roville, il devient ensuite conseiller général, correspondant de la Société d'agriculture de Paris, et il est même choisi comme député à l'éphémère Chambre des représentants du 10 mai au 13 juillet 1815. C'est un homme qui se signale par la clairvoyance avec laquelle il sait analyser et exposer tous les problèmes du monde agricole. Le 19 novembre 1812, il envoie à l'académie deux mémoires : l'un sur *Neuviller*, l'autre s'intitule *Opération relative aux parcellaires.* Les opinions contenues dans ces deux mémoires sont approuvées par les rapporteurs qui les ont exposées le 21 janvier 1813. Il se signale par des idées libérales et philanthropiques : attaché au développement de l'enseignement primaire dans les campagnes, il a créé à Roville de ses propres deniers une école d'enseignement mutuel et quand plus tard, il a touché une indemnisation partielle pour les pertes éprouvées à Saint-Domingue, il a versé une partie de cette somme à la Société pour l'enseignement élémentaire. Franc-maçon, il est très lié à l'abbé Grégoire, avec lequel il entretient une longue correspondance. Il avait songé à créer lui-même une ferme modèle à Roville, mais en raison de son âge, il a préféré y renoncer et choisi Mathieu de Dombasle pour l'organiser et le diriger. Conseiller général de la Meurthe pendant de longues années, il a surtout conservé des relations avec la Société centrale d'agriculture de Nancy, mais il a encore envoyé un ouvrage à l'académie en 1839 :

. Antoine Bertier est mort le 4 décembre 1854, à Roville-devant-Bayon[40].

Le 8 août 1811, l'académie accepte la candidature de **l'abbé Barthélemy-Philibert Picon d'Andrezel (1757-1825),** qui est un important personnage de l'Université napoléonienne. Il a été nommé le 22 novembre 1809 inspecteur général des études. Il sera confirmé dans ses fonctions à l'époque de la Restauration. C'est un pédagogue, auquel on doit un *Excepta e scriptoribus graecis*.

Au début de l'année 1812, les séances deviennent moins nombreuses et plus brèves. Les ouvrages reçus ne sont plus systématiquement considérés comme des candidatures implicites et l'académie souhaite durcir ses conditions d'admission. Cela apparaît dans la délibération prise le 20 avril 1812, à la suite d'un rapport trop indulgent d'Etienne Mollevaut sur l'ouvrage de Putot de Maisonrouge, qui traçait le plan d'une géographie guerrière. On réclame de la part de ce candidat un « ouvrage particulier » et l'académie « a étendu ce mode d'admission à tous ceux qui désireraient désormais être admis comme associés et dont la réputation ne serait pas établie sur quelque ouvrage connu et estimé ».

Le 23 mai 1812, l'académie accueille favorablement la candidature **d'Étienne Pariset (1770-1847)**, qui est d'origine lorraine, puisque né à Grand le 5 août 1770 et qui est protégé par le préfet Riouffe. Sa carrière médicale a été très brillante à partir de la Restauration : il a dirigé l'hôpital d'aliénés de Bicêtre, il a effectué des missions à Barcelone, à Cadix et en Egypte, pour enquêter sur la fièvre jaune et la peste, il a été médecin à la Salpêtrière, secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine, fondateur en 1845 de la Société protectrice des animaux. Mais ses débuts avaient été très difficiles. On l'avait envoyé chez son oncle à Nantes, apprendre le métier de parfumeur, mais il avait manifesté du goût pour la littérature et avait étudié dans un collège tenu par les Oratoriens. Après s'être engagé dans l'armée du Nord (1792-1793), il est revenu à Nantes, où il aurait combattu dans les rangs des Vendéens. Précepteur pendant huit ans à Paris, sur la recommandation de Riouffe, il se lie dans le salon de Mme Helvétius avec Cabanis et entreprend des études de médecine. Il est reçu docteur à 35 ans le 1er août 1805, grâce à une dissertation sur les hémorragies utérines. Mais il n'a pas renoncé à ses ambitions littéraires : lors de sa candidature comme associé correspondant à Nancy, il offre *Electre*, une tragédie inspirée de Sophocle, qu'il ne parvient pas à faire représenter. Il est mort à Paris le 3 juillet 1847.

Le 2 juillet 1812, c'est **Arsène Thiébaut de Berneaud (1777-1850)** qui envoie divers opuscules relatifs à l'agriculture, ainsi qu'un éloge de Sonnini. Comme il avait déjà témoigné auparavant le désir d'être correspondant, on charge Haldat de faire un rapport sur cet écrivain. Il est accepté le 20 août 1812 à la suite de ce rapport. Né le 1er janvier 1777 à Sedan, il se signala par sa bravoure à l'âge de 16 ans, à la bataille de Kaiserslautern, où il fut gravement blessé. À 20 ans, il devint littérateur et publia en 1802 un *Tableau philosophique des connaissances humaines*. Il voyagea en Italie et en Grèce, écrivit un *Voy*
(1808) et à son retour en France en 1808, fut employé à la bibliothèque Mazarine, où il était à sa mort conservateur adjoint. Tous ses autres écrits ont porté sur l'agriculture et il en a largement fait profiter l'académie de Stanislas. Il est mort en janvier 1850 à Paris.

À la même date du 20 août 1812, l'admission de l'astronome **Charles-Joseph Messier (1730-1817)**, membre de l'Institut depuis 1770 et d'origine lorraine, n'est qu'une simple formalité, d'autant qu'il avait déjà été membre associé de l'ancienne académie, de 1785 à 1793. Né à Badonviller le 26 juin 1830, il était fils d'un administrateur de la

---

[40] Camille Viox, *Vie de Antoine Bertier de Roville*, nouvelle édition, 1875 ; Jacques Champouillon, *Roville devant* , Nancy, 2001, 221 pages, en annexe.
Il existe aux archives départementales de Nancy, sous la cote AJ 199, une lettre d'Antoine Bertier, datée du 10 juin 1843, adressée à la Société royale et centrale d'agriculture, dans laquelle il expose en détail quelle a été son action en faveur de l'agriculture.

principauté de Salm. Il a été d'abord à Paris l'élève et le collaborateur de l'astronome Joseph Nicolas Delisle. Le Journal des savants (1816 TB-1818) s'exprime ainsi à ce sujet : « Charles-Joseph Messier, élève et confident de toutes les pensées de l'astronome Delisle, avait été formé par lui à l'art des observations et du calcul des premières réductions qu'elles doivent subir, avant d'être employées dans les recherches théoriques ». Louis XV l'avait appelé « le furet des comètes » : entre 1760 et 1801, seul ou en collaboration avec d'autres, il a découvert 44 comètes. Il est surtout connu pour son Catalogue qui répertoriait la plupart des amas, nébuleuses et galaxies les plus brillants du ciel boréal et en partie du ciel austral. Avant sa mort, survenue le 12 avril 1817 à Paris, il avait été frappé d'une quasi-cécité, due à des cataractes, puis d'une apoplexie, qui l'avait laissé invalide.

Il en est de même le 17 décembre 1812 de celle de **Jean-Noël Hallé (1754-1822)**, membre de l'Institut, qui a envoyé un mémoire sur la vaccine, dont il a été un des promoteurs. Il était né le 2 janvier 1754 à Paris, son père était Noël Hallé, un peintre directeur de l'école de Rome. Il était docteur en médecine depuis 1770. Il avait été professeur de physique médicale et d'hygiène à l'Ecole de santé de Paris, puis au Collège de France en 1794, plus tard à la Faculté de médecine de Paris. Il est devenu médecin ordinaire de Napoléon. On le considère comme le créateur en France de l'enseignement de l'hygiène : dès 1785, il avait publié des Il était à cette époque l'éditeur des Œuvres complètes d'Auguste Tissot (11 volumes, 1809-1813). Il a été un des rédacteurs du *Code des médicaments ou Pharmacopée française* (1813) et collaboré au *Dictionnaire des sciences médicales*. Il est mort le 11 février 1822 à Paris[41].

À la même séance du 17 décembre 1812, **Jean-Marie Caillau (1765-1820),** reçu docteur en médecine à Paris (1803), ancien médecin des hôpitaux militaires de Bayonne et de Bordeaux, médecin à Bordeaux, membre et secrétaire général de la Société de médecine de cette ville, est accepté sur le rapport favorable de Valentin, qui a rendu compte de son *Mémoire sur le croup* (1812). Son premier ouvrage concernait la pédiatrie : *Avis aux mères leur naissanc* (1797). Il défend une médecine « hippocratique ». La première édition de son *Tableau de la médecine hippocratique* était parue en 1806 : il y proclame que, sur le champ de bataille qu'est devenu la médecine, Hippocrate reste « seul debout, comme une colonne inébranlable ». Dans une seconde édition, parue en 1811, il y ajoute la *Chirurgie du vieillard de Cos*. Enfin, Caillau est un franc maçon très en vue, qui en 1808, a dédié son poème intitulé à la Bienfaisance, « dont le feu sacré anime le cœur de tous les vrais Maçons ». Né le 4 novembre 1765 à Gaillac, il est mort le 8 février 1820 à Bordeaux.

Panigot, suivi par Pfister ajoute à ces noms celui de **Dieudonné Jeanroy (1750-1816),** docteur en médecine à Paris, qu'il dit avoir été admis « à la fin de l'année 1812 », sans qu'on puisse le vérifier sur les procès-verbaux, où son admission a été sans doute oubliée. Né à Dombasle en 1750, il avait étudié au collège de Nancy, puis à l'école de médecine de Paris, ainsi que dans des cours particuliers, que professait Vicq d'Azyr. Aussitôt après sa licence, il s'est consacré à la pratique médicale, mais il était aussi « docteur régent de l'ancienne faculté de médecine de Paris », membre de la société de l'école de médecine de Paris et « était connu comme un médecin dévoué à ses fonctions d'un rare désintéressement ». Il figure parmi les académiciens disparus auxquels rend hommage le Précis de 1813-1815 : il est mort en effet le 27 mars 1816 à Paris[42].

Les admissions sont assez rares au cours de l'année 1813. Le 1er juillet, on accepte **Gaspard Girard (1754-1830)**, médecin à Lyon, qui avait fait partie du ci-devant collège de

[41] Jean-François Lemaire, *La médecine napoléonienne de Paris*, Paris, 2003.
[42] Alexandre-Henri Tessier, *Notice sur M. de médecine*, sd, 9 pages.

chirurgie et de la Société de médecine de Lyon. Il a envoyé un *Essai sur le tétanos rabien, ou Recherches et réflexions sur la cause des accidents qui sont la suite des morsures faites par les animaux enragés* (1809). Ses travaux ultérieurs ont porté sur l'obstétrique et à nouveau sur la rage. Dans ses *Observations relatives à la ligature du cordon ombilical* (1812), il se réclame d'Hippocrate, qui prescrit de ne pas s'occuper de la ligature du cordon ombilical avant que l'enfant n'ait crié et respiré. Dans les travaux ultérieurs qu'il a publiés sur la rage, il a continué à nier, comme en 1810, l'existence d'un virus de la rage, en soutenant qu'on pouvait contracter la rage en l'absence de morsure. Comme beaucoup de médecins à l'époque, il la confondait souvent avec le tétanos ; mais l'incertitude a demeuré très longtemps à ce propos, puisque le virus de la rage n'a été découvert qu'en 1903 par Paul Remlinger. Son dernier ouvrage s'intitule *Mémoires et observations de médecine et de chirurgie pratique* (1829).

**Un réseau faiblement actif.**

Comme dans toute société savante, le réseau de ses correspondants se compose de deux parties : un réseau qu'on pourrait qualifier de virtuel, composé de correspondants inactifs, un réseau effectif, formé par ceux qui ont réellement des rapports d'échange de correspondance, de publications et qui parfois même peuvent être présents à certaines séances de l'académie. Dans le cas de la Société des sciences, lettres et arts de Nancy, à l'époque du Consulat et de l'Empire, le réseau virtuel est beaucoup plus étendu que le réseau effectif.

Cela tient évidemment à la façon dont le réseau avait été constitué au départ. Un grand nombre de personnes avaient été sollicitées, et avaient répondu favorablement, par politesse, ou parce qu'elles étaient flattées, mais sans avoir l'intention ou la possibilité de participer à des travaux dont on ne savait pas encore quelle serait l'orientation, ni comment ils seraient organisés. On ne pouvait évidemment pas compter sur elles. Celles qui ont été recrutées par la suite se sont montrées plus fidèles, dans la mesure où l'on avait exigé d'eux une démarche de candidature.

Il faut ajouter à cela que l'académie, dans son souci de faire appel à la caution de personnages célèbres, avait choisi parmi ses premiers correspondants beaucoup de savants réputés, comblés d'honneurs, mais qui étaient déjà en fin de vie ou en fin de carrière. Les dates de leurs décès, que nous nous sommes efforcé d'établir avec soin, montrent bien qu'on ne pouvait attendre d'eux, dans le meilleur des cas, qu'une collaboration très limitée dans le temps.

D'autres, qui étaient plus jeunes, n'avaient pas davantage la possibilité d'entretenir des relations assidues avec l'académie, du fait de la lourde charge de leurs fonctions officielles, qui pouvaient sous l'Empire, dans le cas des militaires ou des administrateurs, les entraîner très loin au dehors des anciennes frontières de la France.

Enfin, certains académiciens éloignés, qui avaient été recrutés sur la recommandation d'un académicien de Nancy, avec lequel ils étaient en relation, ont pu cesser d'être en contact avec l'académie, lors de la disparition de leur parrain ; c'est le cas par exemple de ceux qui correspondaient avec Rémi Willemet, mort en 1807.

En sens inverse, les éléments les plus solides du réseau qui avait été constitué ont été les correspondants qui avaient des liens étroits avec la Lorraine, pour y être nés, y avoir vécu, s'y être mariés ou y entretenir des amitiés durables, parfois nées sur les champs de bataille ou dans des assemblées parlementaires. Dans ce cas, faute d'avoir accès à leur correspondance privée, nous ne connaissons pas toutes les relations indirectes qu'ils ont pu avoir avec l'académie.

Nous devons y ajouter les responsables d'autres sociétés savantes provinciales, voire étrangères, avec lesquelles l'académie a établi ses premiers échanges. Soucieux de faire

connaître leurs travaux, de les comparer à d'autres, ils comptent parmi les correspondants les plus fidèles. Mais le réseau qu'ils constituent n'est encore, nous allons le voir, qu'à l'état embryonnaire.

Il faut encore faire remarquer que l'académie a pris soin, dès le départ, d'établir un équilibre entre les spécialités très diverses de ses correspondants. Si nous examinons les spécialités des membres de l'Institut, qui étaient douze au départ et qui ont été seize par la suite, nous constatons qu'ils ont été pris dans toutes les classes, à l'exception de celle des Beaux-Arts, et dans presque toutes leurs sections. Il y avait là un désir de pondération, qui reflète la préoccupation initiale des refondateurs, de constituer non une société savante spécialisée, mais une véritable académie pluridisciplinaire.

Il faudrait bien sûr se demander pourquoi aucun des nouveaux correspondants n'a été choisi dans la classe des Beaux-Arts de l'Institut, qui comptait bon nombre de peintres, de sculpteurs et de compositeur célèbres. Faut-il y voir le rejet d'un certain art officiel, incarné par le peintre David ? Ce n'est pas sûr. L'explication la plus simple est qu'on a voulu reproduire le modèle de l'ancienne Société royale des sciences et belles-lettres qui ne comptait pas d'artistes dans ses rangs.

**Les échanges de publications de la Société académique de Nancy.**

Les échanges de publications avec d'autres sociétés savantes se sont organisés peu à peu au cours de la période du Consulat et de l'Empire. Ils n'étaient pas faciles à mettre sur pied ; souvent, ils étaient réalisés par l'intermédiaire d'un associé, lorsque ce dernier exerçait des fonctions permanentes dans la société et était en mesure d'en faire parvenir régulièrement les travaux. Ces échanges ont été facilités au début par le fait que l'académie de Nancy publiait son Précis avec une périodicité annuelle. A partir de 1810, ils ont été accrus de façon importante avec l'apport de diverses sociétés d'agriculture. Mais comme on a pu le constater en 1821, lorsqu'il a fallu partager ces envois entre l'académie et la nouvelle société centrale départementale d'agriculture, la séparation était souvent difficile à envisager lorsqu'il s'agissait de sociétés à caractère généraliste, dont l'agriculture ne représentait qu'une partie de leurs activités.

La montée en puissance est spectaculaire, à en juger par les listes d'ouvrages reçus publiées à la fin de chaque Précis. On ne signale encore en 1805 que trois échanges : la Société des sciences et arts de Rouen, l'Ecole de médecine de Paris, l'Athénée du Gers. Mais ils ne sont pas pérennes : les quatre que l'on recense en 1806 sont différents. Il s'agit de la Société d'émulation de Rouen, avec qui les contacts avaient été pris par l'intermédiaire d'Auber ; de la Société médicale du département de l'Eure, représentée par Delarue ; de la Société de médecine pratique de Montpellier, dont le secrétaire perpétuel était Baumès et qui accueillait cette même année un mémoire de Haldat ; de la Société d'agriculture, sciences et arts de Strasbourg, ville dans laquelle l'académie avait aussi des correspondants. En 1807, les Sociétés de Rouen et de l'Eure continuent leurs envois, il s'y ajoute l'Athénée des Arts de Paris, le Journal général de médecine, chirurgie et pharmacie de Sédillot, émanant de la Société de médecine de Paris et le Journal d'agriculture et des arts du département des Hautes-Alpes, dont l'envoi est le fait d'un fidèle correspondant, le préfet Ladoucette.

Il faut attendre les années 1808 à 1810 pour que l'on trouve un système mieux organisé. En 1808-1809, outre le maintien des échanges avec le Journal de médecine de Sédillot, le Bulletin de la Société de médecine de l'Eure de Delarue et le Journal d'agriculture et des arts du département des Hautes Alpes de Ladoucette, on voit se renforcer les liens avec l'agriculture (sociétés d'agriculture du département de la Seine et de la Seine-et-Oise) et les très grandes villes : à Paris, la Société des amateurs de sciences physiques, à Lyon, avec la

Société d'agriculture, sciences et arts et surtout Marseille, où le séjour de Louis Valentin a suscité des liens avec l'Académie et avec la Société de médecine de la ville.

En 1810, la liste est encore plus étoffée. Aux sociétés précédemment citées de la Seine, de Seine-et-Oise, de Rouen, de Marseille, de l'Eure, de Strasbourg, viennent s'ajouter l'Académie des jeux Floraux de Toulouse, la Société d'agriculture, arts et commerce du Doubs, l'Académie de Dijon, les Sociétés de médecine de Bordeaux et de Besançon, le bulletin de Pharmacie, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, la classe des sciences mathématiques et physiques de l'Institut, les Annales de mathématiques pures de Gergonne et Lavernède et même une publication étrangère, les Annales de l'observatoire de l'Académie de Turin.

En 1811-1812, la liste s'est encore complétée, avec les deux autres classes de l'Institut de France, l'Académie du Gard, la Société d'agriculture et de commerce de Caen, la Société médicale de Tours, la Société d'amateurs des sciences et arts de Lille, la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne, la Société de médecine de Bordeaux, la Société d'agriculture de Rouen. Au bout d'une dizaine d'années, l'académie de Nancy est parvenue à tisser un réseau qui la met en relations avec les principales régions françaises.

Il resterait à savoir si cette extension a été à l'origine d'un véritable enrichissement culturel et scientifique. Les premières années, les documents reçus des autres sociétés savantes étaient analysés avec soin par des rapporteurs, souvent discutés au cours des séances. On y trouvait sans nul doute, des points de comparaison, des suggestions pour les travaux académiques à effectuer à Nancy. On voit par exemple Justin Lamoureux prendre modèle sur ce qui se fait à l'académie de Rouen pour demander que l'académie de Nancy distribue elle aussi des prix. Mais à mesure que le temps passe, on trouve de moins en moins de rapporteurs disponibles : leur capacité de travail n'a pas augmenté, alors que les travaux reçus sont de plus en plus nombreux. Une partie de ces derniers sont maintenant destinés à aller s'enfouir pour longtemps sur les rayons de la bibliothèque de l'académie, sans que personne n'en tire profit.

Mais heureusement, ces échanges ont aussi un autre but. Ils sont la contrepartie d'envois du Précis analytique des travaux de l'académie, destinés à la faire connaître partout et à asseoir la réputation scientifique de ses membres. Grâce au réseau des associés correspondants et à celui des sociétés savantes associées, qui sont souvent très liés, la Société des sciences, lettres et arts de Nancy atteint un degré de notoriété qui lui permet de figurer en bonne place dans la littérature scientifique de son temps.

## Conclusion

Dans le réseau d'associés correspondants constitué sous le Consulat et l'Empire par la Société des sciences, lettres et arts de Nancy, il y a eu, si l'on peut s'exprimer ainsi, beaucoup, de « déchet ». Un grand nombre de ces associés correspondants n'ont pas eu de contacts ultérieurs avec l'académie, et cela peut s'expliquer de diverses manières.

Il est clair d'abord que certains personnages, qui avaient été choisis en raison de leur célébrité, étaient déjà âgés à l'époque où ils ont été recrutés. Ils n'étaient plus très actifs et assez souvent, proches de la mort ; on ne pouvait pas attendre d'eux une collaboration assidue. Dans d'autres cas, ce sont les circonstances qui ont empêché ces associés de correspondre avec l'académie : les guerres ont pu couper les communications avec des associés étrangers, ou entraîner des changements d'affectation pour ceux qui avaient des fonctions militaires. Il en a été de même des mutations de fonctionnaires. Il faut y ajouter enfin le cas de tous ceux qui ne publiaient rien, par paresse, parce qu'ils exerçaient une profession trop absorbante, ou parce qu'ils travaillaient tranquillement sans chercher à faire connaître leurs ouvrages.

À l'opposé, il existait un groupe de correspondants très actifs, au premier rang desquels se plaçaient ceux qui avaient conservé des attaches très solides avec la Lorraine et souvent aussi des amitiés parmi les académiciens. Au premier rang d'entre eux, il faut placer les sénateurs d'origine lorraine Henri Grégoire et François de Neufchâteau. D'autres étaient unis par des liens de diverse nature, scientifiques, professionnels, quelquefois maçonniques, avec des académiciens de Nancy, qui leur servaient d'intermédiaires dans les échanges. Dans plusieurs cas, ces correspondants étaient des responsables de revues scientifiques, qui étaient échangées avec le Précis de l'académie ; ils en envoyaient régulièrement les derniers numéros parus. Enfin, certains correspondants étaient simplement désireux de faire connaître au loin leurs dernières productions et leurs réflexions sur celles de leurs confrères, dans de longues lettres détaillées.

À l'époque du Consulat et de l'Empire, dans la mesure où l'académie n'avait encore qu'un nombre limité de correspondants, elle pouvait encore pleinement bénéficier de leur correspondance. Des rapporteurs avaient pour mission d'analyser et de résumer bon nombre des ouvrages reçus. Par la suite, à mesure qu'ils sont devenus plus nombreux, il est devenu de plus en plus difficile de rendre compte de tous ces envois et de les assimiler. Seuls quelques-uns ont continué à faire l'objet de comptes rendus, au moment où ils étaient reçus. Cependant, dans la mesure où ces ouvrages finissaient tous par se retrouver sur les rayons de la bibliothèque municipale, ils ont tout de même contribué à stimuler des recherches qui, ne se faisant plus au sein de l'académie, prenaient naissance autour d'elle.